

## Présidentielle : où sont passés les jeunes ?

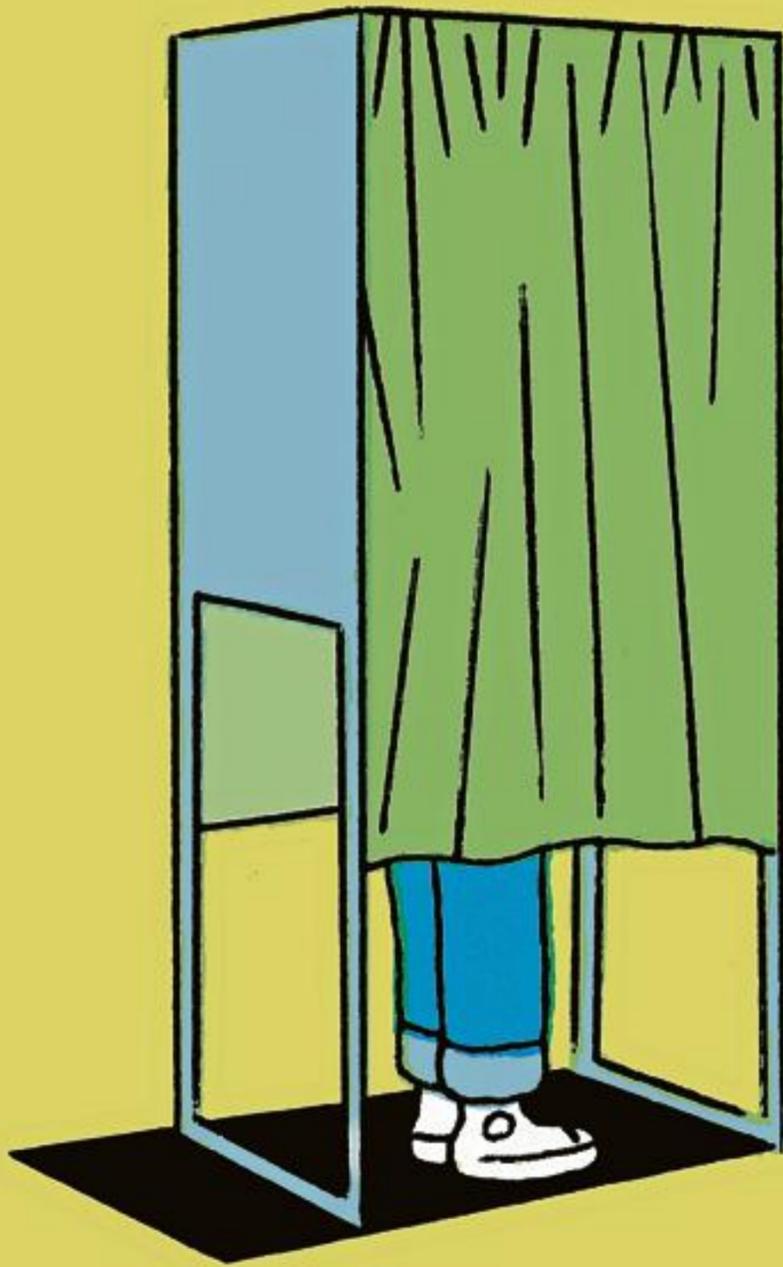


Illustration : Alain Pilon pour « Les Echos »

### ENQUÊTE

Ils ont 20 ans et ils sont au cœur des équipes de campagne

### MODE D'EMPLOI

A la fois militants et salariés, ils évoquent leur double vie

### INTERVIEW

Laurent Lardeux : « Beaucoup de jeunes ne se sentent pas légitimes sur la politique »

### ZOOM

Vote électronique : pourquoi ça coince ?

### TÉMOIGNAGES

Les jeunes « plumes » des élus se racontent

### FLASHBACK

Surnommés « la mafia de la rue des Plantes », ces étudiants ont lancé Emmanuel Macron en 2017

### FICTION

Les huit idées venues du futur pour réenchanter la démocratie





5 décembre 2021, 19.000 personnes sont attendues au Parc des Expositions de Villepinte pour le meeting de lancement d'Eric Zemmour.

# Dans les coulisses de la campagne, ces jeunes ont une vie hors norme

Ils sont jeunes – trentenaires, parfois même pas vingtenaires – et sont au cœur de la campagne présidentielle. Tantôt aux manettes des réseaux sociaux, tantôt porte-voix sur les plateaux télé, ils se donnent corps et âme pour leur candidat. En cas d'échec, ils savent que c'est le retour à la case départ.

Stanislas a préparé son discours avec un copain. « Je l'ai lu, et retu la veille jusqu'à 1 heure du mat. Cette prise de parole était de loin, pour moi, le moment le plus stressant de toute la campagne », confie le jeune homme.

## La chasse aux compétences digitales

Stanislas n'est pas le seul à venir rejoindre la parole d'Eric Zemmour. Denis Cieslik (27 ans) et Antoine Diers (33 ans) sont aussi sur la liste des porte-parole.

Faire jeune est question d'image. Mais pas seulement. Les jeunes sont au premier plan. Les candidats savent qu'ils sont de précieuses

# enquête

« Je me lève tôt, me couche tard et je pose tous mes congés pour la politique. »

MAUD BREGEON

antennes pour sentir les tendances et ont de bonnes connaissances pour déployer la puissance des outils numériques. Et ils peuvent au passage faire gagner quelques points auprès d'une jeunesse difficile à mobiliser.

Samuel Lafont (34 ans) est peut-être l'exemple le plus flagrant de cette chasse aux nouvelles compétences. Le « directeur de la stratégie numérique » se charge de faire émerger les hashtags pro-Zemmour en top tendance Twitter.

Très tôt dans le militantisme Autre nouveauté : les jeunes deviennent des prises médiatiques. Certains disposent d'une certaine assise médiatique au point qu'une fois recrutés les candidats pérorer sur leur ralliement.

« Le week-end, quand j'ai du temps, je fais du porte-à-porte pour convaincre les gens de s'inscrire sur les listes électorales. »

ANTOINE LÉAUMENT

quitté le RN pour Reconquête. Sans parler du ralliement de Marion Maréchal (32 ans). Il y a encore dix ans, rares étaient les personnalités de cet âge-là à être portées en trophée par les candidats.

Pour être arrivés ici si vite, on comprend que tous ces jeunes ont dès leur plus jeune âge versé dans le militantisme. Dès 18 ans, Jean-Baptiste Pegeon (aujourd'hui 32 ans), conseiller du directeur de campagne de Yannick Jadot, a mis un pied chez Greenpeace France.

Maud Bregeon, c'est l'amour pour le débat qui la fait plonger. Elle veut donc faire des études de sciences politiques, mais elle appartient à une génération à qui on disait : « Si tu es bon en math, tu seras ingé-

nieur. » Son père, qui a connu des périodes de chômage. L'incite à faire le choix de la sécurité de l'emploi, alors elle y va. « Mais quand j'étais en classe prépa math sup-math spé, c'est surtout Public Sénat que je regardais. » Elle devient quand même ingénieure, mais, en 2017, elle est séduite par le discours macronien et commence son engagement.

Elle se retrouve candidate aux élections municipales de 2020 à Levallois-Perret, bastion des Balkany. Même si le couple est tombé de son perchoir, la ville est réputée impenable par un candidat ne serait-ce que centriste. Elle le sait, le casse-pipe est le passage obligé pour les jeunes arrivés. Maud n'est pas au second tour, mais l'aventure ne se finit pas pour autant. Quelques mois plus tard, elle découvre dans sa boîte mail un nouvel appel à candidature de La République En Marche, qui cherche de nouveaux porte-parole. Elle sait que les femmes ont plus de chances, histoire de parité. Cent cinquante postulants. Bingo, elle est retenue.

La rencontre avec leur candidat Pour Octave Plessis aussi, c'est un concours de circonstances qui lui met le pied à l'étrier. En septembre 2020, il commence sa première année de licence en sciences politiques à Lille. Tout est à distance, Covid oblige. Pour donner du sens à son quotidien, il cherche à s'engager dans l'écologie politique, « car il n'y a que la politique pour changer les choses ». Les premiers candidats à la primaire écologiste fourbissent leurs armes. Octave découvre alors Eric Piolle « un peu par hasard sur les réseaux sociaux ». Il s'engage

dans un groupe de soutien pour faire connaître le maire de Grenoble. Le jeune de 17 ans fait valoir ses compétences en tournage-montage de vidéos. Il est engagé.

Le début est progressif. On lui confie les « live tweets » des passages médias d'Eric Piolle, puis il le suit sur le terrain et enfin devient son responsable de communication. Hélas, tweets, vidéos et stories ne suffisent pas, c'est Yannick Jadot qui remporte la primaire. Mais le candidat victorieux pioche parmi les équipes de chaque candidat. Octave est repéré, le voilà lancé dans la présidentielle.

Et pour chaque militant, c'est l'occasion qui fait le larron. Alice Timsit (28 ans), aujourd'hui responsable de la mobilité jeunes pour EELV, c'est un tract qu'on lui propose dans la rue qui la fait monter dans le bateau. Stanislas, c'est une rencontre avec Sarah Knafo. Othman, une conférence à HEC. Lui y est étudiant, Valérie Pécresse, invitée. Il lui pose une question qui l'intéresse, puis ils prennent contact.

Ce n'est pas tout d'atteindre l'équipe de campagne. Une fois en poste, il faut bûcher. Maud parcourt les plateaux pour défendre le quinquennat d'Emmanuel Macron. Du Mali à l'Ukraine, des éoliennes au gaz, des retraites aux APL, elle doit maîtriser tous les sujets. « Je lis beaucoup la presse, j'écoute les matinales. » Elle se plonge dans chacun des sujets, mais elle sait qu'elle n'en deviendra pas experte. Quand le sujet est trop technique, elle appelle les cabinets ministériels ou les députés les mieux renseignés. « Ça donne de la consistance à mon discours. »

Un travail médiatique qui se cumule à son propre travail. La jeune trentenaire a conservé son

« C'est un engagement qui a beaucoup de sens, très concret. Quand je retourne à la fac, c'est bien, mais c'est plus éloigné de l'urgence. Ici, je me sens à ma place, même si je suis très jeune. »

OCTAVE PLESSIS



Métier d'ingénieur nucléaire à temps plein. Comment jongle-t-elle entre les deux ? « Je me lève tôt, me couche tard et je pose tous mes congés pour la politique. » Et d'ajouter : « Au-delà des horaires, parler centrale nucléaire le matin et faire des plateaux entre midi et deux, ça demande une certaine souplesse intellectuelle. »

Pour autant, ces jeunes loups de la politique ne boudent pas le plaisir d'enchaîner les plateaux télé à cet âge. Othman (LR), par ailleurs chargé du volet « jeunesse » du programme, fait un plateau par jour depuis le début de l'année. « J'aime beaucoup ça. » Lui dit ne pas spécialement travailler les thèmes en amont. « J'ai de l'expérience, je connais le fond de la pensée de Valérie Pécresse. Puis, quand on est invité sur un plateau, on connaît le thème deux heures avant. » Ils savent en réalité qu'ils sont toujours sur la brèche, mais on sent que c'est ce qu'ils aiment. « Aller sur un plateau, c'est accepter de se mettre en danger », estime Maud.

Pour Stanislas, de Reconquête, c'est le rythme effréné de la campagne qui le galvanise. Il enchaîne les déplacements en régions. Ils sont parfois annulés au dernier moment. Tant pis, il rebondit sur le département d'à côté. De retour à Paris, il enchaîne avec un plateau. « Du jour au lendemain, ça change beaucoup, c'est ce qui est passionnant. J'avais rêvé de faire ça ! » confesse-t-il, avant d'ajouter : « C'est fatigant, mais de la bonne fatigue. Quand je m'endors le soir, je me dis que je n'ai pas rien fait de la journée. Une sensation très agréable. »

Antoine Léaument (32 ans) nous prend au téléphone en train de bouler sa valise pour La Réunion, où Jean-Luc Mélenchon part faire un déplacement de campagne. C'est la course et il n'a que cette disponibilité à nous offrir (on entend même le fer à repasser tomber au sol). Lui chapeaute la communication numérique, et le rythme effréné est aussi son quotidien. Sa journée commence au petit déjeuner par les boucles de messageries instantanées. Puis les déplacements, et toujours les télé. « Le week-end, quand

dat. Mi-février, il nous confiait : « Ma seule inquiétude, c'est le calendrier. Si la situation en Ukraine s'envenime, on se posera la question de l'opportunité de les sortir. » Hélas, c'est ce qui s'est passé. Des mois de travail et pour l'heure, il ne sait pas si ses inventions verront le jour. Lui croit aux valeurs du projet macroniste, mais c'est avant tout l'aventure humaine qui l'a fait succomber. Les copains, les verres, les brainstormings, le tout dirigé vers un objectif commun, c'est ça qui l'exalte. Et dans tous les partis, les jeunes mentionnent les collègues qui deviennent des amis. Antoine (LFI) évoque des « moments humains extrêmement forts ». Il se dit même très ami avec le candidat, comme avec une bonne partie de l'équipe de campagne.

## Redevables de les avoir choisis

La contrepartie de cette vie pratiquement en vase clos est la relative perte de vie sociale, voire amoureuse. « Il faut trouver quelqu'un qui accepte ce que vous faites, le rythme, l'engagement », se désole Antoine, qui ne gère pas moins de huit réseaux sociaux pour le compte de Jean-Luc Mélenchon. Mais tous acceptent ces sacrifices car ils connaissent la chance qu'ils ont d'être au cœur de la machine.

Cette conscience de leur chance passe inévitablement par un sentiment de reconnaissance vis-à-vis de celui ou celle qui les a « faits ». Stanislas se dit même « totalement redevable » à Eric Zemmour. « Rien ne l'obligeait à garder les premiers soldats qui l'avaient soutenu. »

A la question de savoir si cette reconnaissance ne vire pas au fan club, on sent qu'il n'y a qu'un pas. Stanislas comme Antoine parlent de « mentor ». « Tout ce que j'ai appris en politique vient de lui », ajoute ce dernier. D'autres se plaisent à mettre en lumière la proximité avec leur candidat. Othman ne peut s'empêcher de parler de Valérie Pécresse alors qu'il est en campagne sur son propre parcours. « Une figure tutélaire », explique-t-il. Il précise quelle est très SMS et qu'il en a justement échangé quelques-uns

avec elle la veille. « Quelqu'un de très accessible », abonde le porte-parole. Intensité de la campagne oblige, ils vivent, dorment, respirent leur candidat. Il faut dire que leur futur

« Tout est lié au sort du président de la République, et c'est pour cela qu'on se donne corps et âme dans la campagne »

AMBROISE MÉJEAN



est lié au sien. Une victoire transformerait leur carrière : un poste à l'Elysée, en cabinet ministériel ou au gouvernement. Seulement, aucun ne dit parvenir à se projeter au-delà de l'élection. « Le second tour, c'est à des années-lumière », confie Stanislas. « Aucune idée de l'après », pour Othman.

On pourrait croire qu'ils feignent un sens perdu de l'opportunité alors qu'ils tirent déjà les ficelles pour obtenir le prochain poste, mais à l'écouter, tous entonnent le même refrain : « Impossibilité d'imaginer la suite ». Et à y réfléchir, il est vrai qu'il y a peu d'engagements dont l'issue est à la fois aussi déterminante et hors de toute volonté de leur part. Ce sont les Français qui décident. « De ce point de vue, c'est très ingrat, tout peut s'arrêter du jour au lendemain », ajoute Othman. « Tout est lié au sort du président de la République, et c'est pour cela qu'on se donne corps et

De gauche à droite et de haut en bas : Stanislas Rigault, Alice Timsit, Octave Plessis (en compagnie de Yannick Jadot), Samuel Lafont, Maud Bregeon, Ambroise Méjean, Othman Nasrou, Antoine Léaument. Photos Eric Tschuhen/REA ; Jean-Baptiste Gurlat/Ville de Paris ; Raphaël Lafargue/Abaca ; Benjamin Boccas ; POR/Le Parisien/MaxPPP ; Elliot Blondel/Abaca ; Victor Joly/Abaca ; Jacques Witt/Sipa

SKEMA SOCIAL VENTURES SUMMIT
Jeudi 31 Mars 2022
La journée de l'innovation sociale et durable
Un événement en partenariat avec Les Echos et Start Cultiver les possibles
#SKEMAivs #SKEMAventures
SKEMA VENTURES SV skema BUSINESS SCHOOL



Plus d'un million de Français sont engagés dans les huit principaux partis politiques français.

Photo Stéphane Audras/RÉA

Marion Simon-Rainaud  
@MaacIs

# Militants politiques et salariés, ils racontent leur double vie

**MODE D'EMPLOI** Ils mènent à la fois une carrière en entreprise et leur engagement bénévole dans un parti politique. Deux mondes qui ne font pas toujours bon ménage.

**A**lix, 24 ans, jongle entre son engagement militant au parti Les Républicains (LR) et son emploi en alternance dans une banque d'affaires. Ce cumul d'activités lui demande beaucoup de temps et de flexibilité. « Entre les cours à la fac et mon travail, mon organisation, c'est un peu de la bidouille ! »

Lorsque nous l'interviewons, à un mois pile du premier tour de l'élection présidentielle, elle consacre tout son temps libre à la campagne. Dans son emploi du temps serré, il a fallu trouver un créneau pour lui parler : au moment des préparatifs d'un meeting de sa candidate, Valérie Pécresse, elle s'est éclipse le temps d'une visioconférence – assise dans les escaliers de service du Zénith de Paris, ordinateur sur les genoux. Elle sourit : « Il faut faire preuve de souplesse. »

Au travail, son engagement militant n'est pas un sujet. L'apprentie ne l'affiche pas, mais ne le cache pas non plus. Si on lui pose des questions, Alix répond mais ne cherche pas à convaincre. Sur son CV, parmi ses centres d'intérêt, elle a écrit évasivement « politique ». Lors du processus de recrutement, elle en parle spontanément, mais toujours au deuxième entretien pour être totalement transparente. « Que je m'implique autant, bénévolement et aussi jeune, cela a suscité beaucoup de curiosité auprès des recruteurs puis de mes collègues. » Des questions auxquelles elle répond avec plaisir et sérieux.

## Maîtriser son outing

La jeune femme ne fait pas partie des 12 % de Français qui se disent prêts à dissimuler leurs véritables opinions pour mieux se faire accepter de leurs collègues, selon une étude menée par YouGov en 2018. Mais bien des plus d'un million de Français engagés (que ce soit par système d'encartement ou non) dans les huit partis politiques principaux français (par ordre alphabétique EELV, En marche !, LFI, LR, PC, PS, Reconquête et RN).

En revanche, à l'université, c'est une autre histoire. Dans sa classe de master, Alix a eu la sensation de s'être fait déposséder de son outing. Après quelques recherches en ligne, certains de ses camarades ont révélé à la classe son implication dans la campagne LR. « Je m'étais appliquée à le dissimuler, je voulais le dire au compte-gouttes à quelques-uns. J'ai finalement regretté de ne pas en avoir parlé, ça aurait évité un certain malaise qui s'est traduit par une distance et une sorte de pression. »

La carrière en droit des affaires d'Alix n'entre pas en conflit avec ses valeurs libérales de droite. D'autres, en revanche, défendent des convictions personnelles aux antipodes de leur vie professionnelle. C'est le cas de Jean-Baptiste, 37 ans, militant communiste et employé dans

le secteur de la grande distribution. En poste depuis quinze ans dans le même groupe, d'abord en tant que manager d'un centre de profits et maintenant comme responsable de la formation en interne, le trentenaire « agence [son] cerveau » afin de ne pas être en totale dissonance.

Cette double casquette lui plaît. Sans faire de la politique, Jean-Baptiste déclare avoir une approche militante de son travail (l'angle dans les formations proposées aux collaborateurs, l'attachement aux bonnes conditions de travail de ses collègues, etc.). C'est même ce qui le fait rester, alors qu'il a pourtant envisagé par le passé de travailler dans un secteur non marchand (du type associatif). « Si je ne suis plus à ce poste, mon remplaçant ou ma remplaçante porterait-il ces sujets ? En fin de compte, ces deux mondes m'apportent beaucoup, autant l'un que l'autre », détaille-t-il sans omettre que le niveau de rémunération a pesé dans l'arbitrage.

## Mener de front son activité professionnelle et militante est une question d'équilibre.

Candidat malheureux sur une liste du Parti communiste (PC) aux dernières élections municipales à Paris, Jean-Baptiste estime que ces deux sphères – radicalement opposées – s'alimentent. Pendant ses réunions militantes par exemple, il est celui qui raconte comment fonctionne la grande entreprise capitaliste, de l'intérieur. Au bureau, il n'a pas toujours assumé. « Au début, je n'en parlais que si on me questionnait. »

C'est depuis qu'il a été muté au siège, à Paris, il y a quatre ans, qu'il endosse le rôle du militant plus clairement. « Pendant les temps de pause entre collègues, je parle de mes convictions, mais je choisis à qui j'en parle. » Auprès de ses collègues les plus proches, il sent qu'il est même devenu « celui dont l'avis compte car l'unique politisé à la cantine ». Et il mesure la responsabilité qui lui incombe. « Je deviens le temps d'un déjeuner le porte-parole du parti. »

Les railleries, il n'y coupe pas, mais il dit ne jamais avoir reçu de remarques désobligeantes. « Si ce n'est les éternelles "vous faites 3 % à chaque élection, à quoi bon ?" ou "vous êtes des rêveurs"... Ça fait rire le président de l'entreprise, je lui réponds pour rire que le communisme fait sourire tant qu'il n'y a qu'un militant, vous verrez quand on sera deux ! », plaisante-t-il. Mener de front son activité professionnelle et militante est une question d'équilibre. D'autant que cette gymnastique intellectuelle s'avère aussi compliquée d'un point de vue strictement organisationnel : tracter le week-end, coller des affiches, assister aux meetings, envoyer des mails, etc. Militer est chronophage, surtout en période de campagne. Qui plus est présidentielle.

## 45.000 euros d'amende et trois ans de prison

Pour celles et ceux qui seraient tentés de gagner du temps en militant au travail, la ligne rouge à ne pas franchir est bien délimitée. Selon le Code du travail, un salarié jouit de sa liberté d'expression (comme ailleurs) sous réserve de respecter ses obligations de loyauté et de discrétion à l'égard de son employeur. Autrement dit, ne pas entraver le bon fonctionnement de l'entreprise. Cela se traduit concrètement par une interdiction claire d'utiliser l'entreprise comme terrain de tractage (déposer des programmes politiques à la cafétéria ou encore faire passer des messages politiques à travers son mail professionnel).

« Si un salarié est lourd car expansif sur ses valeurs politiques et qu'il mine les conditions de travail, alors oui, l'employeur peut restreindre cette liberté en demandant de ne pas parler de certains sujets par une clause dans son contrat », souligne Philippe Wagner, fondateur et CEO de Captain Contrat, une plateforme de services juridiques aux entreprises. Avant de nuancer : « En règle générale, c'est le bon sens qui s'applique. » Car en aucun cas il est possible de demander à un salarié, même au nom du bon fonctionnement de l'activité de sa boîte, d'être quelqu'un d'autre. « On ne laisse pas qui on est à la porte de l'entreprise », renchérit Emmanuelle Bessez, fondatrice du

cabinet Wunjo, un cabinet RH expert de la qualité de vie au travail.

Côté recruteurs, les textes sont également univoques : il n'est pas légal de recruter quelqu'un ou de ne pas l'embaucher à cause de ses convictions politiques, sous peine de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 45.000 euros. Ce serait de la discrimination, selon le Code civil et le Code pénal. « La théorie est très claire, la pratique un peu plus floue », nuance toutefois Nicole Degbo, experte du travail, PDG et fondatrice de La Cabrik, un cabinet spécialiste de la gouvernance. Car derrière le fait politique, ce sont les valeurs individuelles du candidat et celles défendues par l'entreprise qui sont en jeu. On n'aborde donc pas la question frontalement, mais de façon détournée : il ne s'agit pas de savoir si untel est encarté dans un parti, plutôt s'il partage l'esprit d'ouverture, l'idéal d'inclusion et de tolérance mis en avant par son employeur, par exemple.

Si les deux coïncident, c'est un « match » comme on dirait sur Tinder. Lors de son entretien d'embauche pour un stage de six mois dans le conseil, Alexis, 22 ans, étudiant en M2 d'affaires publiques,

ne sait pas s'il doit mentionner son engagement militant LR. Il est finalement questionné sur le sujet, pris de court, il répond timidement. Contre toute attente, il est félicité et loué non pas pour ses convictions mais pour le carnet d'adresses et les connaissances de l'appareil politique qu'il pourrait apporter à l'entreprise.

Bien qu'il soit illégal de sanctionner un employé pour une publication à titre personnel sur les réseaux sociaux, il existe des exemples de mise à pied, comme dans la start-up Le Slip Français, après une soirée privée où plusieurs salariés étaient grimés en personnes noires, ou encore dans le journal « Libération », à la suite de tweets antiféministes révélés dans l'affaire de la Ligue du LOL. « Quand on peut relier un compte individuel et ses publications à une boîte, on entre dans une zone grise », décrypte Nicole Degbo.

De son côté, Alexis a pris soin de bien séparer ses comptes. Son fil et ses publications Twitter ne sont que politiques alors que, pour Instagram et Facebook, il reste en privé et ne partage pas de contenus militants (car il le réserve à ses proches). « C'est plus simple à gérer ! » argue le militant membre de l'équipe rapprochée de Valérie Pécresse.

## Un dîner trop politique

Quand il pense à son futur professionnel, Alexis n'envisage pas d'avoir un emploi à l'encontre de ses convictions. « Je ne pourrai jamais travailler si je dois me cacher », confie-t-il. Une bonne résolution puisque, dans le cas contraire, les risques sont bien identifiés : l'encartement et la suradaptation dont il ferait preuve pourraient le conduire à l'épuisement. Comme d'autres avant lui.

En octobre 2019, Lumir, 29 ans, a quitté le cabinet de conseil où elle travaillait depuis trois ans car « ça ne passait plus ». Féministe et écologiste affichée, elle est devenue à son corps défendant « la grande gueule de service ». Si la jeune femme avait été recrutée aussi pour ses convictions, l'entreprise au fil de sa croissance correspond de moins en moins à ses valeurs. Au bord du burn-out, elle se rend compte qu'elle ne peut plus rester. « Ça a été

dur de partir car c'était un aveu d'échec. On a dû admettre, contrairement à leur positionnement de départ, que les "gens très militants" n'avaient pas leur place dans le cabinet », explique Lumir. Après elle, d'autres personnes de la boîte avec son profil ont d'ailleurs tiré les mêmes conclusions et sont aussi parties vers d'autres horizons.

D'autres encore prennent leur mal en patience. Fonctionnaire depuis treize ans, Pierre (le prénom a été changé), la quarantaine, a longtemps été chargé de contrôler la dépense de l'Etat au ministère de l'Economie. Ce militant La France insoumise (LFI) s'est contraint à porter tous les jours le costume-cravate, à répondre aux demandes d'une hiérarchie allant à l'encontre de sa sensibilité politique et à déjeuner avec des collègues plutôt qu'« En marche que mélenchonistes ». Fait symptomatique : pendant ces années, Pierre a été le seul dans son bureau de 25 personnes à répondre systématiquement présent aux

## Il ne faut pas entraver le bon fonctionnement de l'entreprise.

appels à la grève. Et il en a souffert.

Pour se protéger, « le différentiel entre les valeurs personnelles du salarié et celles portées par son entreprise doit être supportable sans efforts », conseille Nicole Degbo. Avant d'ajouter : « Même au chômage, il ne faut pas accepter n'importe quel emploi, dont ceux en contradiction avec nos valeurs. Le candidat comme le recruteur ne doivent pas mentir sur leurs valeurs. »

Car les risques existent aussi pour l'employeur en termes d'image, de perte potentielle de clients et/ou de partenaires. C'est ce qui a conduit, fin janvier 2022, le cabinet Roland Berger, spécialisé dans le conseil en stratégie, à suspendre son numéro un français Olivier de Panafieu. Sa femme avait organisé un dîner en soutien au candidat d'extrême droite Eric Zemmour.

En dépit des précautions prises, mener une telle double vie peut être si compliqué à gérer que certains décident de professionnaliser leur engagement. C'est ce qu'a fait Lumir. Il y a deux ans, elle est retournée s'installer dans l'Ain et a décidé de faire de la politique un métier à part entière. Sans être encartée, elle s'est portée candidate dans son département aux prochaines élections législatives (sa candidature citoyenne est soutenue par EELV et divers partis de gauche).

Alexis, le jeune militant LR, envisage lui aussi de travailler dans le milieu politique. De leur côté, Jean-Baptiste (PC) comme Alix (LR) préfèrent le statu quo dans lequel ils jouissent de deux influences distinctes, et à leurs yeux complémentaires, quitte à essayer quelques réflexions. Reste à savoir qui vannerà qui à la pause-café le 25 avril prochain. ■



## LE CHIFFRE

# 53%

C'est la proportion de Français qui se déclarent (beaucoup et assez) intéressés par la politique (Statistica, 2019). Un tiers environ (32 %) s'y intéresse peu et enfin, 14 % assument n'être pas du tout intéressés par la chose publique.

# « Beaucoup de jeunes ne se sentent pas légitimes sur la politique »

**INTERVIEW** Pour Laurent Lardeux, sociologue de la jeunesse et spécialiste de ses rapports à la politique, certains jeunes ne s'estiment pas habilités à participer à la vie de la cité. Ce chercheur de l'Injep analyse les nouvelles formes d'engagement des nouvelles générations. L'occasion de tordre le cou à quelques lieux communs...

Propos recueillis par  
**Julia Lemarchand**  
@JuliaLemarchand

**Est-ce juste de dire que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique ?**

Si on prend une définition élargie de la politique, qui ne se limite pas à la seule dimension partisane, on observe plutôt un maintien de l'intérêt pour la politique. Selon la dernière enquête Valeurs menée depuis quarante ans en Europe, les 18-29 ans sont même 42 % à juger que « la politique est importante ». C'est à peine moins que les 60 ans et plus, et plus que les trentenaires, quadras et quinquas.

**Comment se manifeste leur intérêt pour la politique ?**

D'abord, toujours selon cette même enquête, les deux tiers des jeunes déclarent s'informer sur la politique, notamment sur les réseaux sociaux. Et ce qu'ils vont y chercher, ce n'est pas le clash ou la petite phrase mais plus de la connaissance, des compétences, du sens qu'ils ne trouvent pas forcément dans les médias traditionnels. On le voit par exemple avec le succès d'Hugo Décrypte et de Jean Massiet. Ils veulent comprendre comment la politique fonctionne et surtout comment les politiques répondent concrètement à leurs attentes, notamment en lien avec leurs difficultés d'insertion socio-économiques.

**« La participation citoyenne passe davantage par l'engagement associatif. »**

On remarque aussi que la politisation intervient de plus en plus jeune. Dans les marches pour le climat, par exemple, il y a une très forte proportion d'adolescents. Là où la mobilisation des jeunes par le passé se faisait plutôt pendant leurs années étudiantes, voire leurs années lycée. Ce qui n'est d'ailleurs pas sans poser problème à l'institution scolaire, dont la mission est aussi d'armer ces futurs citoyens sur les grands débats de société. C'est une forte demande de la jeu-

nesse, et l'institution reconnaît qu'il y a un déficit en la matière.

**Une politisation plus précoce et aussi plus radicale ?**

On constate chez les jeunes des formes moins institutionnalisées de participation politique, donc plus protestataires. Jusque dans les années 1980-1990, l'engagement politique était très fortement lié aux partis politiques et aux syndicats. Aujourd'hui, ces institutions souffrent d'un déficit de confiance record. La participation citoyenne passe davantage par l'engagement associatif, mais se concrétise aussi à travers des formes plus alternatives d'engagement dans des « collectifs » et des « mouvements ». Ces organisations séduisent car elles sont horizontales et décentralisées avec peu ou pas de délégation de pouvoir, de carte d'adhérent, de cotisation ou encore de bureau (président, trésorier, secrétaire...). Je pense à des organisations comme Extinction Rebellion, Youth for Climate, Alternatiba ou ANV-COP21, qui valorisent un système d'actionnariat, dans laquelle les individus ont du pouvoir en fonction de ce qu'ils accomplissent de manière autonome. C'est la décision par l'action, en somme.

**En cela, sont-ils très différents des jeunes d'avant ? Et sont-ils plus radicaux que leurs aînés ?**

Les actions de désobéissance civile ne sont pas nouvelles. Il y a toujours eu des activités protestataires fortes, parfois violentes. Toute l'histoire politique le prouve. On considère parfois la jeunesse plus éruptive et plus protestataire que les autres catégories d'âge, sans qu'aucune étude vienne démontrer que les actions de protestation seraient spécifiques à la jeunesse. Les études nous montrent que les modalités de participation alternatives progressent dans toutes les tranches d'âge, à l'exception des générations les plus âgées, les seules finalement à rester fidèles au vote. Les jeunes qui vont rechercher des formes d'actions contestataires, parfois violentes, le font car ils estiment que le vote ou même les manifestations ne permettent pas une médiatisation suffisante de leur revendication, notamment sur le climat. Ce qui est nouveau, c'est ce sentiment d'urgence face à une classe politique dont ils dénoncent l'immobilisme et qu'ils veulent interpeller à tout prix.

**Dans l'analyse des derniers scrutins, on observe que les jeunes ont tendance à plébisciter les extrêmes. Pourquoi ?**

Il faut faire attention, on parle ici d'une catégorie de jeunes politisés qui acceptent de se situer politiquement et vont voter. C'est désormais une minorité de jeunes ! Par ailleurs, cette tendance du vote aux extrêmes n'est pas propre aux jeunes. Les jeunes votent peu ou prou comme le reste de la population. Dans le même temps, les études nous montrent que les valeurs progressistes (justice sociale, égalité entre citoyens...) sont nettement plus affirmées chez les jeunes. Mais cela ne se matérialise pas forcément dans les bulletins de vote. C'est ce déphasage surtout qui doit interpeller. Ça peut vouloir dire que l'offre politique est trop éloignée de leurs attentes et aspirations ou qu'elle est devenue tout simplement inaudible. Et c'est cela qui explique le fort niveau d'abstention.

**Y a-t-il des raisons d'être inquiets pour la démocratie ?**



Laurent Lardeux, chercheur à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (Injep), signale que les modalités de participation alternatives progressent dans toutes les tranches d'âge. DR

Je ne crois pas, la démocratie est au contraire très plébiscitée par les jeunes, avec 94 % d'opinions favorables, soit cinq points de plus que pour l'ensemble des Français, selon la dernière enquête européenne sur les valeurs réalisée en 2018. Et c'est +12 points depuis l'introduction de cette question, en 1999. C'est plus son fonctionnement que le régime lui-même qui leur pose problème.

**« L'intérêt à la politique, par exemple, est très lié à la catégorie socioprofessionnelle des parents et au niveau d'études. »**

Pour eux, la démocratie, ce n'est pas aller voter une fois tous les trois ou quatre ans, et rien entre deux bulletins. Ils se montrent plus exigeants, ils attendent que notre démocratie soit protectrice des citoyens. Une démocratie du quotidien plus directe, plus concrète, plus juste.

On constate dans le même temps une hausse importante en 2018 de jeunes de 18-29 ans se déclarant favorables à des régimes non démocratiques, dirigés par des experts, voire l'armée. Sur le régime militaire, les opinions favorables restent minoritaires (18 %) mais triplent en vingt ans. Même si l'institution militaire peut être perçue à travers un rôle de maintien de la paix et de protection des citoyens dans un

contexte d'attentats, ces chiffres interpellent.

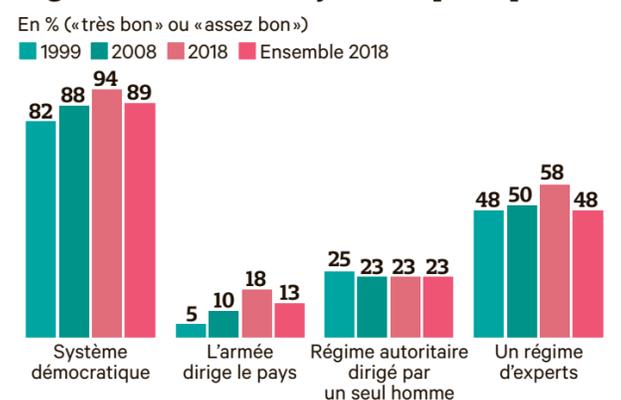
**Vos collègues sociologues et politologues conjuguent de plus en plus le mot « jeunesse » au pluriel. Pourquoi cette précaution de langage est-elle importante, selon vous ?**

Nos sociétés ont tendance à homogénéiser la jeunesse par rapport aux autres catégories d'âge. Parler « des jeunes » ou de « la jeunesse » est très pratique, d'ailleurs il n'existe pas d'expression aussi pratique pour définir les autres catégories d'âge. Le problème, c'est que ce critère de l'âge n'est pas très pertinent. Même s'ils appartiennent à une même génération, ces individus n'ont parfois pas grand-chose en commun. Il existe des différences intragénérationnelles fondamentales. L'intérêt à la politique, par exemple, est très lié à la catégorie socioprofessionnelle des parents et au niveau d'études.

Certains s'engagent dans un parti politique quand d'autres sont totalement en retrait de la participation, alors même que ces derniers auraient théoriquement plus de raisons de s'y intéresser. Je parle des jeunes issus de milieux modestes, qui souffrent davantage de certaines mesures ou de l'absence de mesures pour les protéger.

**Selon vous, qu'est-ce qui les empêche de s'engager ?**  
Ils se sentent invisibles, mais s'invisibilisent parfois eux-mêmes du champ politique car ils se sentent

**Evolution des opinions des 18-29 ans à l'égard des différents systèmes politiques**



SOURCE : ENQUÊTES VALEURS 1999, 2008 ET 2018

moins compétents. Le sentiment de légitimité joue énormément. Un sentiment très inégalement distribué dans la société française. Il est très lié à la catégorie sociale ou au genre. Les hommes se sentent généralement plus légitimes que les femmes à participer à la vie politique, que ce soit dans des formes institutionnelles ou non institutionnelles, d'ailleurs.

**La crise sanitaire a-t-elle pu accentuer l'éloignement de certains jeunes de la politique ou être le ferment d'une radicalisation accrue ?**

La crise sanitaire a accentué les inégalités entre les jeunes. Avec d'un

côté une jeunesse relativement protégée, grâce notamment à ses diplômes, et de l'autre des jeunes qui n'avaient pas de filet de sécurité et qui ont basculé dans une grande précarité.

C'est cette jeunesse, issue de milieux populaires et qui vit souvent en périphérie des grandes villes, qu'on entend très peu, qu'on voit très peu, dont on parle très peu aussi. Ces jeunes ne se sentent pas suffisamment reconnus par les politiques actuelles. Et il y a toujours un risque de basculement vers des situations éruptives, comme on l'a vu avec les « gilets jaunes ». ■



## SES OUVRAGES

### JEUNESSES, D'UNE CRISE À L'AUTRE

(Avec Yaëlle Amsellem-Mainguy)  
Presses de Sciences Po, 2022.

### JEUNES ET DÉJÀ MAIRES

(Avec Isabelle Lacroix)  
Presses universitaires du Septentrion, 2022

### GÉNÉRATIONS DÉSENCANTÉES ? JEUNES ET POLITIQUE

(Avec Vincent Tiberj)  
La Documentation française, 2021.



Intéresser les jeunes à la politique est une noble mission. Mais la mère des batailles, c'est de les motiver à voter. Photo iStock

# La tech au secours de la démocratie

**TENDANCE** Les initiatives pour réconcilier les jeunes avec la politique ou le vote se sont multipliées à l'approche de la présidentielle. Toutes menées tambour battant par des moins de 30 ans.

Camille Wong  
@wg\_camille

**S**wiper les propositions des candidats à l'élection présidentielle pour trouver le bon « match », façon Tinder. C'est la méthode d'Elyze, une application créée par Grégoire Cazarra, étudiant de 22 ans, également fondateur des Engagés, un mouvement qui organise des débats d'idées en France. En deux mois, deux millions de téléchargements.

Le succès d'Elyze est symptomatique d'une génération qui ne se retrouve pas dans les codes de la politique de papa, mais qui ne s'en désintéresse pas complètement, pourvu que les outils de communication leur correspondent.

« Notre force est de casser cette fracture. Beaucoup de jeunes nous ont écrit pour nous dire qu'ils ne suivaient pas la politique mais que, désormais, ils allaient écouter les débats et lire les programmes », assure le jeune homme, qui a monté le projet avec un autre étudiant, François Mari, rejoint par Wallerand Moullé-Berteaux, cofondateur du média Le Crayon, et Gaspard G, un créateur de vidéos virales. Tous 25 ans, ou moins.

Intéresser les jeunes à la politique, noble mission. Mais la mère des batailles, c'est de les motiver à voter. Sur ce créneau, c'est l'ONG A voté, née au lendemain des élections régionales de 2021 (abstention record de 65 % au total, dont 8 jeunes sur 10), qui prend concrètement le relais. « Il manquait une structure qui travaille sur ces sujets de démocratie et de vote de manière indépendante des institutions et des partis politiques », raconte Dorian Dreuil, 30 ans, coprésident avec Flore Blondel-Goupil.

Et quand la question est traitée, souligne-t-il, elle l'est souvent sur le même schéma narratif : « On s'inquiète de l'abstention quelques semaines avant le scrutin, les partis font du porte-à-porte et on passe à autre chose. C'est pour cette raison que nous souhaitons travailler sur le problème beaucoup plus en amont. »

Cet ancien d'Action contre la faim s'intéresse alors aux travaux

de la sociologue Céline Braconnier sur la « mal-inscription » électorale (en raison de déménagements réguliers, d'études loin du domicile des parents...), qui concernerait quelque 7,6 millions de citoyens, dont la moitié serait âgée de 25 à 29 ans.

## Un chatbot sur WhatsApp

A voté a lancé en janvier un chatbot sur WhatsApp, l'une des applications de messagerie prisées de la génération Z et des millennials, pour les inciter à s'inscrire ou à se mettre à jour de leur inscription. La toute jeune ONG peut se targuer de partenaires de renom : Meta (maison mère d'Instagram, de WhatsApp et de Facebook), mais aussi Amazon (via l'assistant vocal Alexa, qui répond aux questions des inscriptions sur les listes électorales) et Tinder. Depuis février, A voté anime sur l'appli de dating une vaste campagne de communication avec des slogans du type : « Si tu "date" en bas de chez toi... alors vote en bas de chez toi ! »

Dorian Dreuil, aussi expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, estime que 4,5 millions de personnes ont vu au moins une fois une publication via un support numérique (chatbot, assistant vocal, Tinder). « Notre force, c'est d'être apolitique et de faire campagne pour la démocratie, pas pour un parti », ajoute-t-il. A l'inverse des jeunes militants d'En marche ou des Verts, qui, à l'occasion de la Saint-Valentin, ont utilisé Tinder pour appeler les jeunes à se rendre aux urnes. La sentence de l'entreprise à la flamme rouge a été sans appel : profils supprimés.



« Notre force, c'est d'être apolitique et de faire campagne pour la démocratie, pas pour un parti. »

**DORIAN DREUIL, A VOTÉ**

primés.

S'il faut redoubler d'astuces pour mobiliser la jeunesse, c'est parce qu'elle a tendance à se sentir exclue et mal représentée. Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria pour le syndicat étudiant La Fage, 66 % des jeunes sondés estiment que les responsables politiques s'intéressent peu, voire pas du tout, à leurs préoccupations.

Faire entendre la voix des jeunes, c'est l'objectif du projet « Ta voix compte », lancé par l'ONG Ashoka. Leur ambition : collecter via une plateforme en ligne toutes les idées des moins de 25 ans pour la présidentielle et aller les porter devant les candidats. Onze jeunes engagés dans des projets associatifs, mentors et accompagnés par l'ONG, sont ambassadeurs du projet. Parmi eux, Yannis El Amraoui, 19 ans. Au téléphone, le jeune homme sort tout juste d'un rendez-vous avec Yannick Jadot destiné à présenter les propositions fortes du collectif. Anne Hidalgo et Valérie Pécresse devraient bientôt suivre. Dans les propositions : « Et si on avait un droit continu à l'orientation, à la formation pour les jeunes ? », « Et si on mettait en place la création de binômes jeunes-députés ? »

## Accompagner sur le climat

« Il ne faut pas seulement prendre les jeunes pour des bénéficiaires de mesures gouvernementales, mais aussi comme des parties prenantes, avec des idées fortes », assène Yannis El Amraoui. Des idées, cet étudiant en cycle d'ingénieurs n'en manque pas. Alors en classe de terminale à Berthelot, un lycée toulousain, il lance « Lycées en transitions », une sorte de réseau social dédié aux « éco-délégués », ces élèves élus un an par leurs camarades pour représenter leurs attentes en matière de développement durable.

« En 2019, le ministère de l'Éducation a généralisé ces délégués à tous les collèges et lycées, mais on sentait que c'était bullshit. Ils étaient isolés, pas formés, pas accompagnés », se souvient le jeune homme, aujourd'hui étudiant en école d'ingénieurs. « Ils voulaient pouvoir échanger avec d'autres éco-délégués, faire remonter des demandes pour être mieux accompagnés, rencontrer



## Trois influenceurs politiques

**SUR TWITCH**  
Jean Massiet, 33 ans, 150.000 abonnés, anime Backsteat chaque jeudi soir, où il interviewe une personnalité du monde web et une du monde politique.

**SUR YOUTUBE**  
Hugo Travers, 24 ans, dit « HugoDécrypte », propose chaque jour un condensé de l'actualité à ses 550.000 abonnés. Pour la présidentielle, il interroge chacun des candidats, le jeudi et le dimanche à 19 heures.

**SUR TIKTOK**  
Mattéo Ishak-Boushaki, alias « lapolitiquedemat », 17 ans, 56.000 abonnés, décrypte les programmes des candidats à la présidentielle et les interviewe.

des experts du climat... » liste-t-il. Du petit projet local, Lycées en transition connecte aujourd'hui 80 établissements dans toute la France, et même à l'étranger, en Allemagne, au Maroc et en Equateur.

Il n'y a pas que sur le climat que la jeunesse pointe les défaillances des institutions et essaie d'y remédier. Rappelez-vous CovidTracker, l'outil qui nous a permis de suivre la progression du Covid-19 en temps réel dès le début de la pandémie. Derrière ce site codé en quelques heures, Guillaume Rozier, alors 24 ans. Un an plus tard, il réitère avec l'initiative ViteMaDose, un outil open

source qui regroupe les créneaux disponibles pour la vaccination.

« Il y a peut-être une défiance des citoyens pour tout ce qui est officiel. Moi, il y a le côté sincère et désintéressé de ma démarche. Je ne suis pas pour ni contre le gouvernement, je n'ai pas de conflit d'intérêts. Et quand je me trompe ou que je ne sais pas, je le dis », confiait-il y a un an le jeune data scientist aux « Echos START ».

La défiance à l'égard des institutions est telle, selon le fondateur d'Elyze, qu'il estime que leur intervention dans des initiatives citoyennes est de nature à saper leur déploiement. « Si l'on avait été accompagné par l'Etat, on aurait peut-être eu plus de moyens, une équipe plus professionnelle, mais l'inconvénient majeur aurait été la question de la confiance », pointe l'entrepreneur.

## Se brûler les ailes

La confiance est fragile en démocratie, le jeune homme en a fait l'amère expérience. Face à l'engouement pour Elyze, des critiques, souvent fondées, sont vite apparues : failles de sécurité, algorithme qui avantage Emmanuel Macron, récolte des données des utilisateurs... Si le fondateur fait amende honorable et assure que tous les problèmes soulevés ont été réglés, lancer un projet dans la politique reste un pari. D'autant plus que ces initiatives citoyennes reposent uniquement sur des bénévoles. Aucun participant aux projets mentionnés n'est rémunéré. Et pourtant elles arrivent à creuser leur sillon à côté de start-up de la civic tech déjà bien expérimentées, comme la plateforme de lobbying citoyen Make.org ou encore Cap Collectif, qui a organisé le grand débat national après le mouvement des « gilets jaunes ».

Cette énergie et cette audace seront-elles suffisantes pour réconcilier les jeunes avec le vote et la politique ? Toujours selon le sondage réalisé pour le syndicat étudiant La Fage, 49 % des moins de 30 ans se disent « certains » d'aller voter et 31 % se rendront « probablement » aux urnes. Verdict au lendemain du scrutin. ■



L'HUMEUR  
de Marion  
Simon-Rainaud \*

## « Métro, boulot, manifesto »

« Tu vas à la manif ? » Depuis que je suis parisienne, c'est un texto que je reçois régulièrement avant un grand rassemblement, type marche pour le climat, pour les fiertés, contre les violences policières ou pour le peuple ukrainien. Quand j'arrive au point de rendez-vous (place de la République, évidemment !), avalanche de textos « t'es où ? » Puis le marathon commence, le nez en l'air, le pouce sur mon téléphone, je fends la foule en long, en large et en travers (parfois à l'envers) pour rejoindre mes potes. Entre-temps, je croise un tel ou une telle : « Tiens, ça fait longtemps... ! Je retrouve machin, et toi, ça va ? » D'ailleurs on ne parle jamais de politique, comme si l'acte de présence suffisait. Les groupes se font et se défont. L'ambiance est bonne, la fanfare est là : alors on proteste, certes, mais surtout on danse, on chante et on trinque. Disons-le clairement, c'est quand même super les manifs pour boire des coups au soleil, quand les terrasses sont blindées. Même pour les rencontres ! Combien de couples s'y sont formés ? Le filtre est plus efficace que Tinder. On sait déjà qu'on va bien s'entendre avec les gens. On a déjà évacué les 52 % de jeunes qui déclarent ne pas manifester du tout (Statista, 2020). Vous l'aurez compris, j'aime les manifs.

## Je ne suis pas là pour faire la manifestation

Mes premières (vraies) manifestations (sans que mes parents m'y emmènent), c'était la gay pride et son lot de chars multicolores, de déguisements farfelus et de musique électro. Depuis, j'associe systématiquement manif et fête. Les cocktails sont plutôt dans mon verre que dans une bouteille enflammée. Si le climat se tend, je me taille - pas vraiment équipée pour la guérilla urbaine avec mes Veja et mon ecocup. Je ne suis pas là pour faire la révolution, juste la manifestation. Bon, j'affiche tout de même mon soutien sur les réseaux, le temps de relayer les slogans les plus cinglants et de signer quelques pétitions en ligne - comme la moitié des 18-30 ans en France l'année dernière, selon une étude de l'Injep. Cette année, je suis au climax de mon engagement : je me suis inscrite sur la bonne liste électorale. Histoire de ne pas gonfler les 82 % d'abstentionnistes de 18 à 35 ans recensés en 2021. Attends, c'est quand déjà ? Oups, je crois que j'ai un week-end prévu... A croire que c'est fait exprès, toujours au moment des beaux jours ! Reste plus qu'à faire la proccuration... Si seulement on pouvait voter sur Snapchat.

\* Journaliste aux « Echos START ».

# Vote électronique : pourquoi ça coince ?

**ZOOM** Cette méthode de scrutin, Emmanuel Macron l'avait intégrée dans son programme en 2017. Mais pourquoi n'est-il toujours pas possible de voter depuis son téléphone ou son ordinateur ?

Chloé Marriault  
@ChloeMarriault

Voter en quelques clics depuis son canapé, peu importe où l'on se trouve, plutôt que se déplacer dans un bureau de vote. Ne pas avoir à faire de procuration parce que l'on est absent le jour du scrutin. Le vote électronique semble être une solution pratique.

Son instauration était au programme d'Emmanuel Macron en 2017. Cinq ans plus tard, ce n'est toujours pas d'actualité au niveau national. Seuls les Français installés à l'étranger peuvent aujourd'hui voter en ligne aux élections législatives et consulaires.

A l'heure où nous déclarons nos revenus aux impôts et signons des documents officiels en ligne, comment expliquer que cette solution ne soit pas développée ? « La technologie n'est pas mûre pour sécuriser le scrutin », explique Véronique Cortier, chercheuse du CNRS au Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applica-

Il faut mettre sur pied un système d'authentification sûr, qui garantisse que la personne derrière son écran est bien celle enregistrée sur le logiciel.

tions.

Pour elle, le vote par Internet pose à l'heure actuelle plusieurs questions. « Comment être certain qu'un tiers n'a pas connaissance du candidat à qui l'on a donné sa voie ? Que notre vote sera bien pris en compte ? Que notre ordinateur ou le serveur n'a pas été piraté ? Qu'une puissance étrangère n'est pas intervenue pour manipuler l'élection ? » énumère-t-elle. Autant d'incertitudes qui peuvent dégrader la confiance des électeurs à l'égard du résultat du scrutin, et par conséquent « mettre à mal la démocratie ».

**S'assurer que le vote n'a pas été modifié**

Pour que les Français adhèrent au mode de scrutin en ligne, il faut développer « un logiciel de vote transparent, open source, avec des mécanismes de vérification », avance Gilles Mentré, auteur du livre « Démocratie - Rendons le vote aux citoyens » (Editions Odile Jacob, 2021).

Les votants devront par exemple pouvoir s'assurer que leur vote n'a pas été modifié. « Chaque électeur doit posséder un numéro de bulletin et avoir une empreinte numérique de son vote. Cela pour vérifier dans l'urne électronique finale (généralement quand le vote est clôturé) que son bulletin a bien la même empreinte numérique. »

L'expert plaide aussi pour que « chaque citoyen puisse refaire le décompte des votes, par exemple en

déchiffrant le résultat final à partir des bulletins présents dans l'urne électronique ».

Autre challenge : mettre sur pied un système d'authentification sûr, qui garantisse que la personne derrière son écran est bien celle enregistrée sur le logiciel. Pour l'heure, les Français établis à l'étranger reçoivent un identifiant par courriel et un mot de passe par SMS. « Ce n'est pas assez robuste. Une piste d'amélioration serait de passer plutôt par une authentification par le biais d'une carte d'identité numérique », avance Véronique Cortier. C'est ce que fait l'Estonie, seul pays en Europe à avoir généralisé le vote électronique en complément du vote papier.

**Deux systèmes qui coexisteraient**

Dans l'Hexagone, des cartes d'identité numériques ont été mises en place à l'été 2021 mais, « a priori, la version actuellement déployée ne permet pas de faire ce qu'on voudrait pour "bien" authentifier les électeurs ».

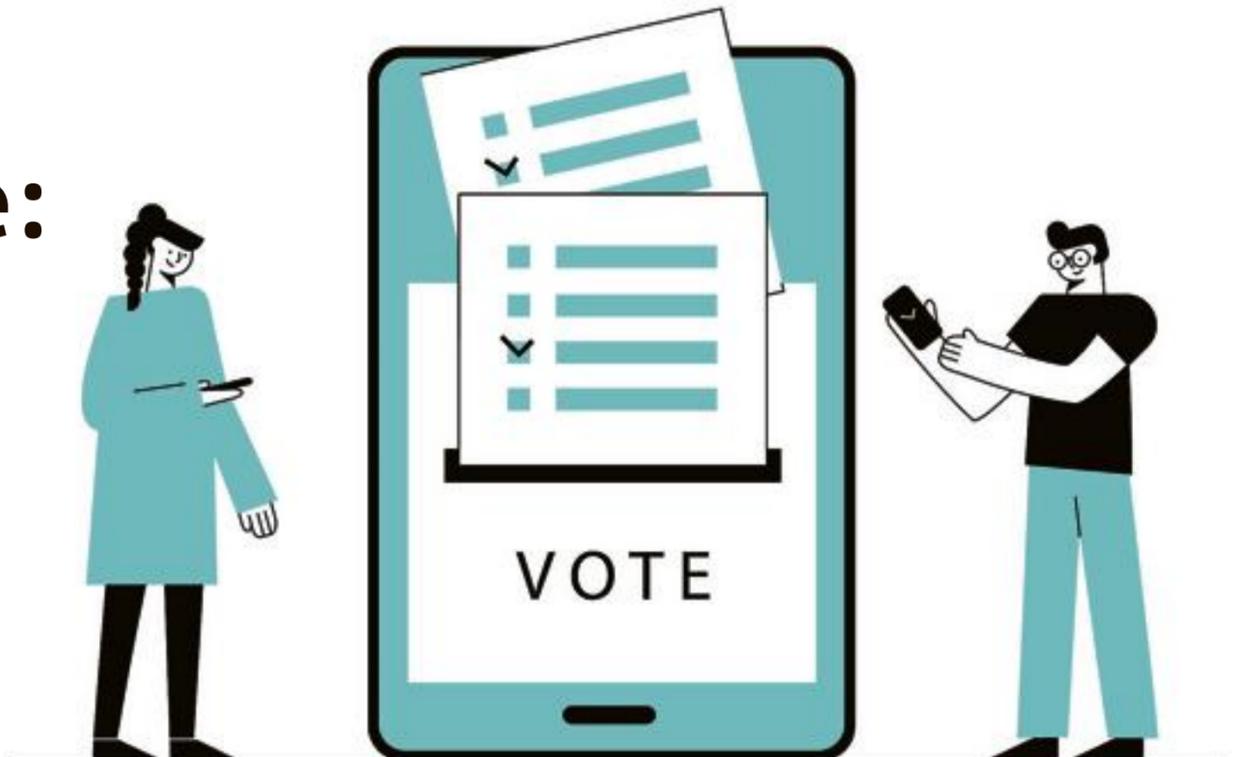
Gilles Mentré, favorable au vote électronique, reconnaît également que « la mise en place du vote électronique lors d'élections à fort enjeu passe par plusieurs prérequis loin d'être atteints aujourd'hui ». Cependant, on pourrait d'ores et déjà l'expérimenter à petite échelle, défendent les deux experts.

Gilles Mentré en est convaincu : le vote électronique présente plusieurs avantages. « Il est plus inclusif, car il permet à des personnes qui ont des difficultés à se rendre aux urnes de voter – par exemple lorsqu'elles sont malades ou porteuses de handicap », avance le cofondateur de l'association pour le vote en ligne Electis.

« Moins lourd à organiser logistiquement qu'un scrutin papier, il permet de consulter la population plus fréquemment et de l'impliquer davantage dans la vie politique. » Il pourrait aussi être étalé sur plusieurs jours et permettre à celles et ceux qui ne sont pas inscrits dans la bonne commune (après un déménagement par exemple) de voter malgré tout.

Des arguments, qui, mis bout à bout, pourraient conduire à lutter contre l'abstention. Une perspective intéressante quand on sait qu'en 2020 les élections régionales et départementales ont connu une abstention record (et particulièrement marquée chez les 18-24 ans).

Dans combien de temps peut-on imaginer pouvoir voter de façon dématérialisée ? « D'ici cinq à dix ans », pense Gilles Mentré. Dirait-on alors adieu à l'isoloir et au bulletin papier glissé dans l'urne ? Il faudrait plutôt que ces deux systèmes coexistent lors de grandes élections, d'après lui. « Cela permettra aux électeurs de choisir la méthode qui leur convient le mieux », dit-il. Il imagine un vote en ligne qui se tiendrait quelques jours avant le scrutin physique. Pourquoi ? « Pour avoir un plan B si le scrutin en ligne subit une attaque ou une panne. » ■



**l'école / multimédia**

## Recrutez un apprenti

parmi nos 150 étudiants formés aux métiers du digital

**La prime à l'embauche, c'est jusqu'au 30 juin !**

**Profitez d'une aide de 8000€ pour chaque contrat signé avant le 30 juin**

**L'École multimédia c'est**



Des étudiants formés par les meilleurs professionnels



Une pédagogie unique : digitale, multimodale et interactive



Un accompagnement personnalisé pour le recrutement des apprentis

L'École multimédia  
201 Rue Saint-Martin,  
75003 Paris


[www.ecole-multimedia.com](http://www.ecole-multimedia.com)



La plume se glisse dans la peau de son élu pour rédiger des discours, des tribunes dans la presse, des notes de synthèse et des éléments de langage. Photo iStock

# A moins de 30 ans, ils sont devenus les « plumes » des politiques

**TÉMOIGNAGES** Ministres, députés, présidents de région, maires... de nombreux politiques, en poste ou en campagne, font appel à des « plumes », ces professionnels du discours et de l'écriture. Un métier de niche, qui se révèle être un tremplin pour les plus jeunes qui l'exercent.

Camille Wong  
@wg\_camille

**A** 23 ans, Charline Birault décroche son premier job à l'Assemblée nationale et devient l'attachée parlementaire d'Hervé Pellois, député (divers gauche puis LREM) du Morbihan, poste qu'elle occupera entre 2015 et 2018. Parmi ses rôles, celui de « plume », qui occupe alors un quart de son temps : elle se glisse dans la peau de son élu pour rédiger des discours, des tribunes dans la presse, des notes de synthèse et des éléments de langage.

Pour ceux qui l'ignorent encore, rares sont les politiques à écrire eux-mêmes leurs écrits. Au-delà des discours techniques, politiques ou solennels, les plumes sont également de plus en plus mobilisées sur d'autres contenus rédactionnels comme des articles de blog, des newsletters, des posts sur les réseaux sociaux...

Diplômée en droit public, c'est au départ son intérêt pour la politique qui a conduit Charline Birault vers cette fonction. Depuis, elle s'est lancée en indépendante et a élargi son terrain de jeu aux entreprises, l'autre principal employeur de la profession.

## « Écrivain fantôme »

Sur son LinkedIn, la jeune femme, désormais âgée de 30 ans, affiche en premier le terme de « plume » (devant « communication publique », « conseil éditorial » et d'autres). Mais tous ne se retrouvent pas dans ce terme poétique, perçu comme très, voire trop littéraire. Afin de le rendre plus « pro », plus « corporate », certains manient les périphrases comme « conseiller discours » ou « directeur des communications executives » pour

ceux qui exercent en entreprise. Pendant longtemps, ce métier de niche, solitaire, souvent confidentiel, est resté dans l'ombre, mal compris, voire mal considéré, malgré la passion française pour la rhétorique et l'éloquence. C'est probablement parce qu'il renvoie à l'image d'un sous-traitant (les terribles mots de « nègre littéraire » ou d'« écrivain fantôme » n'ont clairement pas aidé à doré l'image de cette activité). Comme si cet héritage historique était encore difficile à assumer.

En outre, les « compétences d'écriture restent encore moins valorisées dans notre société que les compétences techniques et scientifiques », estime Anne Pédron-Moinard, ex-plume de l'actuelle maire de Nantes, Johanna Rolland. Et d'ajouter : « En France, il y a cette idée que soit le génie de Victor Hugo nous est tombé dessus à l'école et l'on sait

## Les plumes apprennent leur métier sur le tas, en autodidacte.

bien écrire, soit l'on est mauvais par nature. »

En réalité, les parcours académiques sont divers (Sciences Po, diplôme de droit, écoles de commerce...), et les plumes apprennent leur métier sur le tas, en autodidacte. C'est pour accompagner les plumes en herbe, structurer la profession et les soutenir dans l'exercice de leur profession qu'Anne Pédron-Moinard a créé la Guilde des plumes au début de l'année 2019. Elle rassemble aujourd'hui 80 plumes et permet aussi de faire rayonner ses talents. « Beaucoup de personnes ont l'impression que vous produisez du blabla, comme s'il y avait ceux qui font de la technique et ceux qui met-

tent en mots. Or, les mots, c'est de la technique », assure-t-elle. Virgile Billod, conseiller discours de la ministre déléguée chargée de l'Industrie Agnès Pannier-Runacher de décembre 2020 à novembre 2021, abonde : « Si vous faites une annonce politique mais que vous ne savez pas la présenter, il devient difficile de persuader de son utilité. Dans une démocratie, il faut pouvoir convaincre les citoyens. »

La maîtrise rédactionnelle suffit-elle à être une bonne plume ? « Il faut aimer écrire, bien sûr, mais aussi avoir un sens politique, analyser et synthétiser des sujets », répond Virgile Billod. « L'exercice est difficile, mais c'est aussi un grand privilège car on voit passer quasiment tous les dossiers de la ministre », estime le jeune homme de 27 ans, diplômé de Sciences Po.

## « Défendre, vulgariser »

Au cœur des cabinets ministériels, les plumes travaillent moins directement avec le ou la ministre, plutôt avec les chefs de cabinet, les directeurs communication mais aussi les experts techniques. « Si vous êtes curieux, cette fonction est une tour d'observation exceptionnelle, où vous travaillez dans un environnement complexe et stratégique », ajoute-t-il. C'est ce qui explique pourquoi son salaire se situe dans la « fourchette haute » des jeunes diplômés de Sciences Po. Dans ce métier, cependant, aucune grille salariale n'existe, tant les montants peuvent varier selon qu'on exerce dans le public, le privé, à Paris ou en régions, en indépendant ou en salarié.

Au sein des mandats locaux, la proximité est, elle, plus forte avec celle ou celui pour lequel on écrit. Charline Birault travaillait de pair avec son député de Vannes. « On passe beaucoup de temps avec l'élu, que l'on accompagne durant tous ses déplacements », se souvient-elle. En

filigrane, elle fait comprendre que l'entente est primordiale et que l'adhésion à ses valeurs permet de les retranscrire au mieux.

Ce n'est pas un prérequis cependant pour ce métier. « Je connaissais des plumes qui étaient à mi-temps avec un député de droite, puis un de gauche : cela ne leur posait aucun souci d'écrire le même discours, sur le même sujet, mais avec argumentaire différent », sourit-elle. Et d'ajouter : « C'est une fonction qui nous apprend une forme d'humilité. Sur tout ce qu'on écrit, il peut arriver que nous ne soyons d'accord qu'avec 20 % du contenu. » D'ailleurs, sa précédente n'avait pas tenu plus de trois semaines, elle ne « supportait pas d'écrire "je" au nom de quelqu'un d'autre ». Se mettre dans la peau d'un politique, c'est aussi être amené à traiter une diversité de sujets, l'autre aspect stimulant de cette profession. Ariane Forgues-Enaud travaille comme attachée parlementaire depuis cinq ans, d'abord au Parlement européen, puis à l'Assemblée nationale.

## Un rythme intense

La jeune femme de 28 ans se définit comme un « couteau suisse », dont l'une des activités préférées est celle de plume. Elle écrit pour Carline Janvier, députée LREM du Loiret, sur le handicap, l'Europe, la géopolitique, l'immigration... « L'intérêt du métier, c'est de pouvoir défendre des positions et vulgariser les enjeux », raconte cette diplômée en affaires européennes à Sciences Po. En contrepartie, ces professionnels de l'ombre ne chôment pas. En politique, il faut pouvoir être mobilisable à tout moment et suivre l'agenda de son employeur, ce qui implique grande disponibilité et force de travail, parfois tard le soir ou les week-ends.

Sur le terrain, un élu d'une grande ville peut prendre la parole

« trois fois par jour au moins, cinq jours par semaine », précise Anne Pédron-Moinard. Et les discours sont rarement recyclables. Il faut s'adapter aux cibles : la prise de parole s'adresse-t-elle aux administrés, à ses équipes, aux médias (si oui lequel, quel est son lectorat, son public) ? « Il faut pouvoir écrire en 24 heures, en 12 heures, voire en 2 heures... On n'a pas deux semaines pour peaufiner », renchérit Charline

## Se mettre dans la peau d'un politique, c'est aussi être amené à traiter une diversité de sujets.

Birault, selon qui il faut aussi savoir gérer la pression et le stress.

La jeune femme se souvient très bien de son tout premier discours, destiné à l'Hémicycle et retransmis à la télévision. « Je n'ai pas pu regarder tellement j'étais stressée, c'était impressionnant de voir sortir mes mots de la bouche de quelqu'un d'autre. J'avais vérifié mille fois tous les chiffres avant, raconte-t-elle. Mon député ne pouvait pas se permettre de se tromper. »

Comme Charline Birault qui travaille désormais avec les entreprises, Virgile Billod, lui, va bientôt rejoindre le privé. « Plume est une très bonne école et un tremplin pour évoluer ensuite dans la communication d'entreprise », considère-t-il. Ariane Forgues-Enaud compte rester dans la politique et la collaboration avec les élus, tout en cultivant sa compétence de plume, « une valeur ajoutée par rapport à d'autres profils d'attaché parlementaire ».

Et puis il y a Anne Pédron-Moinard, qui, piquée par le virus de la politique a décidé de se présenter aux prochaines élections législatives en Loire-Atlantique. Et pour le moment, elle a prévu de rester sa propre plume. ■

## A VOIR

### Quai d'Orsay

de Bertrand Tavernier (2013). Jeune énarque, Arthur Vlamincq (interprété par Raphaël Personnaz) travaille comme plume au service du ministre des Affaires étrangères. Il se confronte aux dessous de la politique, à la difficile intégration des conseillers discours dans les cabinets ministériels et à la personnalité haute en couleur de son employeur (Thierry Lhermitte).

### Alice et le Maire

de Nicolas Pariser (2019). Le film raconte comment un édile lyonnais fatigué et en manque d'idées (Fabrice Luchini) fait appel à Alice (Anaïs Demoustier), une normalienne chargée de produire des notes philosophiques pour lui permettre de penser à nouveau. Elle l'accompagne aussi dans l'écriture de ses discours.

# Ces étudiants ont lancé la campagne d'Emmanuel Macron en 2017

**FLASHBACK** Alors à Sciences Po, ils se sont retrouvés dans le premier local d'En marche et ont fini par diriger la communication numérique du candidat. Un travail acharné qui s'est fini à l'Élysée. Ils racontent leur campagne.

Florent Vairet  
@florentvairet

**M**aëlle est étudiante à Sciences Po Paris en 2016. Un jour, Clara l'appelle et l'invite à la rejoindre à Amiens le 6 avril. « Il va se passer un truc », lui lâche-t-elle, sans en dire davantage. Maëlle s'exécute et la rejoint. Ce jour-là, Emmanuel Macron, alors ministre des Finances, lance officiellement son mouvement citoyen En marche !. Clara lui propose de rejoindre l'aventure. Maëlle accepte. Avec elle, une flopée d'autres étudiants, tous à Sciences Po. S'ils viennent tous de là, ce n'est pas seulement parce que l'école rassemble naturellement des aficionados de la politique, c'est surtout que Clara, étudiante à l'école parisienne, est stagiaire à Unibail, là où Benjamin Griveaux, proche d'Emmanuel Macron, est directeur de la communication de l'entreprise. Recrutée comme première « petite main » stagiaire dans ce mouvement, elle ratissera naturellement dans son entourage amical.

Tess, c'est à la sortie d'un cours que Clara l'hameçonne. « J'aimerais que tu viennes nous aider dans le mouvement », lui adresse-t-elle. Tess hésite, elle sait qu'un engagement politique colorera pour longtemps son CV. Elle appelle son père, qui lui dit de foncer. Après tout, elle a confiance en Clara. Vincent, Paul et Missak font eux aussi partie des premiers à mettre la main à la pâte. Tous adhèrent à l'image du potentiel candidat, mais c'est surtout le « challenge » inattendu qui les convainc de s'engager. Ainsi se forme le noyau dur des six « sciencespistes » (comme sont appelés ces étudiants en sciences politiques) dont une bonne partie est en double master avec HEC ou en master, spécialité communication.

## Des cerveaux bien faits

Ils se retrouvent tous les six rue des Plantes, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Le local est tout petit, sans clim'. A ce moment-là, en avril 2016, Macron fait simplement planer l'ombre d'une candidature, mais le chemin à parcourir jusqu'à l'Élysée est encore très incertain. François Hollande est président de la République et sa non-candidature est impensable. Peu importe, ces jeunes sciencespistes sont exaltés de prendre part à ce « truc politique » en cours et par le souffle qui porte cet homme de 38 ans.

Pour l'instant, l'objectif de la bande d'étudiants est plus court-termiste : faire vivre le mouvement. Encore trop tôt pour penser la suite. Ils savent qu'on est venu chercher leurs cerveaux bien faits pour une chose : leur sens de l'efficacité. L'entourage d'Emmanuel Macron veut des « petites mains » pour faire tourner la boutique. Au programme : envois d'e-mails, développements des réseaux sociaux et créations des comités locaux.

Le brouillard épais qui entoure l'avenir d'Emmanuel Macron rend toute velléité carriériste impossible. A les écouter, c'est ce qui rend l'atmosphère aussi plaisante. « On ne savait pas s'il serait vraiment candidat, donc les gens ne venaient pas pour se positionner. Il y avait une forme de naïveté, de bienveillance hyper agréable dans ce local », témoigne Maëlle, qui au tout début répond aux e-mails et aux appels de citoyens qui se demandent : « Mais En marche, c'est quoi ? »

Elle reste bénévole quand d'autres choisissent de devenir sta-



Le futur président passe parfois voir les bénévoles du QG pour des échanges informels, histoire de relâcher la pression. DR

giaires ou (plus tard) salariés du mouvement. Chacun choisit le régime qui correspond le mieux à son moment de vie, tantôt césure, tantôt reprise de cours et fin de parcours... Missak, par exemple, devient stagiaire pour piloter la communication numérique d'En marche via les comptes Facebook, Twitter et autres du candidat.

L'équipe se dévoue corps et âme à En marche. « On partait de zéro et on nous faisait vraiment confiance », rapporte Tess. Leur liberté est grande et pour cause, tout est à construire. Et sur leur route, pas de barons locaux à cajoler, pas d'héritage à respecter. « Nous n'avions aucune barrière, on s'éclatait ! » confie Missak.

## « Nous n'avions aucune barrière, on s'éclatait ! » confie Missak.

Aussi grande qu'elle soit, la liberté n'est en réalité pas totale. Ils réfèrent à l'entourage du ministre des Finances, à savoir Ismaël Emelien, Julien Denormandie ou encore Sibeth Ndiaye, régulièrement présents pour les « challenger » avec des consignes qui n'en sont pas vraiment. « C'était par exemple : "Aujourd'hui, il faudrait se mobiliser sur du phoning auprès des élus locaux ou des référents, qui est partant ?" Ça se faisait vraiment en fonction de ce qu'on avait envie de faire », témoigne Maëlle.

Quant aux contacts avec Emmanuel Macron, ils sont brefs. Le ministre passe parfois voir les bénévoles du QG pour des échanges

informels, histoire de relâcher la pression ou rebooster le moral des troupes. Tess décrit une ambiance à la fois décontractée et studieuse. « On était très "focus" sur nos missions », témoigne celle qui est chargée des campagnes d'e-mailing. Et elle l'assure, pas ambiance fan-club. « Personne ne cherchait à lui sauter dessus. C'était presque devenu normal de le voir », se souvient Maëlle. Très vite après le lancement, la bande s'agrandit, rejointe par d'autres membres, souvent jeunes eux aussi. L'enjeu est d'assurer l'engouement suscité par le jeune ministre qui lorgne l'Élysée. Le premier événement sur lequel les jeunes loups se mobilisent est la « grande marche ». D'avril à juillet, les bénévoles partent à l'écoute des Français pour recueillir leurs idées en vue d'un hypothétique programme.

Maëlle pilote le stratégique secteur de la rive gauche à Paris. Des milliers de portes à ouvrir. Pour cela, elle forme des militants, fait de la pédagogie auprès des journalistes pour faire comprendre la démarche tout en travaillant l'organisation des meetings.

La jeune femme n'a alors que 22 ans et participe à la scénographie des meetings d'Emmanuel Macron : fond de scène, ambiance et logistique interne. Et ce n'est pas son stage de conseil au cabinet d'audit EY ou celui en fusion-acquisition chez Danone qui lui ont donné autant de compétences. « J'ai appris sur le tas », dit-elle, avant de rappeler qu'elle avait peu ou prou ces missions, avec moins d'envergure, lorsqu'elle était à la tête de la junior entreprise de Sciences Po.

Elle sait qu'on attend d'elle d'être au four et au moulin. « C'est dans ce genre de campagne qu'on doit tout accepter, les tâches de petites mains comme des missions plus sexy au contact du candidat, par exemple, quand on devait comprendre l'ambiance qu'il voulait pour chaque meeting. »

## « La mafia de la rue des Plantes »

La bande de six, désormais aux manettes du fonctionnement interne, ne compte pas ses heures. Très vite, il faut déménager le QG pour plus grand. En septembre, le QG officiel s'installe dans la tour Montparnasse (250 mètres carrés). Tous sont réunis sur un énorme plateau où tout le monde sue pour Emmanuel Macron. Chef de projet digital, Missak, devenu salarié, s'emploie à utiliser la puissance des outils numériques pour la campagne, trouver le meilleur format pour diffuser le message du candidat. Il sait que tous doivent leur place à leur capacité à « tout donner ». « La vision d'Emmanuel Macron, son projet me donnaient envie de me défoncer », explique-t-il.

Chacun est venu avec son « back-ground » et sa jeune rigueur apprise dans les premiers stages en entreprise. Les méthodes du privé s'importent et donnent d'ailleurs une allure de start-up au mouvement. Les messageries instantanées deviennent les canaux de communication principaux. Les anglicismes ponctuent chaque réunion. De son côté, Emmanuel Macron finit par démissionner en août. Le mouvement grossit. Les premiers à avoir rejoint la rue des Plantes sav-

ent qu'ils occupent un rôle particulier. Ils ont dû accueillir tous les autres, même les plus seniors. Si Emmanuel Macron n'entretient pas de liens personnels avec eux, il les identifie mieux que les autres. Une ancienne « petite main » arrivée plus tard dans l'aventure confie que très vite, les six premiers sont surnommés « les juniors » ou « la mafia de la rue des Plantes ».

Cette « mafia » sait-elle qu'elle est en train de concourir à l'élection du prochain président ? Tous jurent qu'ils n'imaginaient pas l'Élysée à leur portée. « On était super concentrés sur nos missions ! La montée en puissance du mouvement était inattendue, surtout avec François Fillon qui s'était cassé la gueule », affirme Tess. Pour sa part, Missak affirme qu'il ne parvient pas à se projeter dans l'après-élection.

Pourtant, l'Élysée leur a bien ouvert ses portes. Leur candidat a été élu avec 65,9 % des voix face à Marine Le Pen (RN). Quelques jours après l'investiture, Emmanuel Macron organise un pot au Château. « Quand je suis entré dans le Palais, je me suis rendu compte que j'avais oublié que c'était le symbole de ce pour quoi je m'étais battu », confesse Missak, se remémorant sans doute le petit local sans clim' de la rue des Plantes.

Cinq ans après, ils réalisent l'aspect hors normes de l'expérience. « Il m'arrive encore de me dire : "C'est ouf !" quand je le vois à la télé en tant que président ! » confie Tess. Ces jeunes, moins de 25 ans pour la plupart au moment de la campagne, avaient la tête dans le guidon, occupés à gérer des situations de crise, des rassemblements... Clara a

par exemple été responsable de près de 400 bénévoles au QG. Et jusqu'à 600 lors du meeting de Bercy. « Sur la com', j'avais à ma disposition tout ce qui existait : des créatifs et des vidéastes, des supports papiers, digitaux avec une audience mensuelle de 4 millions de personnes sur les réseaux sociaux sans parler des événements... C'était hyper complet », détaille Tess.

Si tous parlent des acquis professionnels, aucun n'oublie l'aventure humaine qui les a fait tenir jusqu'au bout. « Passer autant de temps avec les mêmes personnes qui ont le même objectif... C'était un niveau de collectif assez unique dans une vie », ajoute-t-elle. La plupart de la bande des six sont restés amis. Ils n'hésitent pas à comparer cette campagne à la naissance d'un projet entrepreneurial, « comme une start-up sans beaucoup de moyens mais avec une ambition débordante ».

## Aucune nostalgie

Une fois Macron à l'Élysée, certains décident de continuer le combat. Tess devient directrice de la communication du parti La République En marche jusqu'en 2019 avant de rejoindre une entreprise en conseil stratégique auprès de dirigeants. Clara bascule dans l'équipe du porte-parole du gouvernement puis, jusqu'à aujourd'hui, gère la communication du député Christophe Castaner et de son groupe LREM à l'Assemblée nationale.

## La plupart de la bande des six sont restés amis.

Maëlle restera également en politique. Pourtant, en septembre 2017, c'est un CDI qui l'attend dans le prestigieux cabinet de conseil BCG. Elle y fait sa rentrée, mais, quelques jours après, panique à bord. On lui propose de rejoindre un autre cabinet, celui de Mounir Mahjoubi, nommé secrétaire d'Etat au numérique. Elle hésite, elle ne sait même pas en quoi consiste le job de cheffe de cabinet. L'équipe lui répond qu'elle apprendra sur le tas. Elle en parle à l'associé du BCG, qui lui dit de foncer. A 24 ans, elle devient la plus jeune des cheffes de cabinet du gouvernement.

Cinq ans plus tard, que pense-t-elle de ce revirement ? « C'était le meilleur choix. » Après un passage par le ministère de la Transition écologique, elle finit en novembre 2021 par céder aux sirènes de l'entreprise et part occuper le poste de directrice de la stratégie et des transitions au groupe La Poste.

Missak lui aussi se fait très vite rappeler par la politique après l'élection, mais cette fois par l'Élysée. Son premier réflexe est lui aussi de réfléchir car ses cours ne sont pas terminés. Il accepte quand même sa mission de chargé des projets numériques pour la présidence. Quant aux études, il les terminera en parallèle. Cinq ans après, il a quitté le Château pour être le « monsieur Numérique » du gouvernement, avec la mission de moderniser les 3.500 sites de l'Etat.

Tous l'assurent : en 2022, aucune nostalgie. Main sur le cœur, ils assurent que le flambeau est bel et bien passé. Sauf pour Clara, toujours dans la course. Quand on lui demande de comparer les deux campagnes, impossible. « Celle de 2017 s'est faite avec trois bouts de chandelle. Aujourd'hui, il y a un niveau de professionnalisme qui n'a rien à voir. Le fonctionnement est plus lourd mais plus puissant. » ■



## LA TRIBUNE d'Alice Barbe\*

« **Des personnes remarquables sont prêtes à entrer en politique** »

Comment parler de leadership politique dans le contexte actuel ? J'écris ces mots depuis la frontière polonaise d'où le principal leadership que je constate est celui d'un groupe de bénévoles citoyens, groupe dont je fais partie, venu pour évacuer des civils, mais aussi celui de ceux qui, sur les réseaux sociaux, se lèvent, se battent et agissent pour la justice, partout dans le monde. Des personnes au courage extraordinaire, celui de casser les codes et d'entrer dans l'arène politique, non pas par choix professionnel, mais parce que nous n'avons plus vraiment d'alternative. Des personnes comme Clelia Compas, doctorante et fondatrice de l'association Yambi, qui, à l'heure où j'écris, se trouve dans un centre humanitaire près de l'Ukraine en train de faire les listes des personnes à évacuer via des convois citoyens. Des personnes aussi comme Anne Pédron, historienne nantaise, Sanaa Saitouli, militante pour une meilleure démocratie à Cergy, toutes deux candidates pour la première fois aux élections législatives. On nous parle d'élites, de grandes écoles, de ceux qui « savent ». Alors que la crise climatique fait s'effondrer le monde, alors que des millions de personnes ont fui l'Ukraine envahie par un dictateur terrifiant, alors que l'on raconte la méritocratie comme une success-story oubliant les causes systémiques de l'injustice comme le racisme, le sexisme ou la pauvreté. Ces élites-là, et permettez-moi de bien peser mes mots en le disant, ces élites-là ont échoué.

### Ethique et empathie

La véritable exemplarité est celle qui vient du terrain. Celle de ceux qui se battent pour la justice parce qu'ils ont vu, vécu et éprouvé les inégalités. Qui battent le pavé et innovent continuellement. Ces personnes servent déjà l'intérêt général. Ils comprennent la subtile différence entre gagner une élection et gouverner réellement pour le bien commun. En lançant il y a trois mois l'Académie des futurs leaders, aux côtés de mon cofondateur Michka Bengio, vivant aux Etats-Unis, et qui a lui-même vu la tragédie imposée par Trump, nous avons voulu les rassembler. Les accompagner et les outiller. Et en faisant cela, en marchant dans leurs traces, nous voulons démystifier la politique et la rendre accessible à tous. Je sais qu'une fois ces personnes de terrain engagées en politique, incarnant l'éthique, l'intégrité et l'empathie, nous serons entre de bonnes mains, parce que ce sont eux que j'admire.

\* Fondatrice de l'Académie des futurs leaders, ancienne directrice de Singa.

Laura Makary  
@laura\_makary

**A** 29 ans, Eugénie Cazaux est doctorante et enseignante à l'université de Bretagne Occidentale. À côté de ces activités, elle est aussi militante et, depuis quelques semaines, candidate aux élections législatives. L'engagement n'est pourtant pas une histoire de famille : elle a grandi dans un village des Landes, dans une famille ouvrière non politisée. « Je suis la première à avoir eu la chance de faire des études supérieures. Les fins de mois difficiles, je les ai vécues ! », raconte la jeune femme, qui a commencé à assister à des meetings du Front de gauche, à militer, puis a finalement adhéré au Parti communiste en 2018. Impliquée dans l'exécutif breton du parti, elle hésite lorsqu'on lui propose d'être candidate cette année pour briguer un mandat de députée : « Je n'étais pas certaine d'être légitime, mais je me suis aussi dit que c'était comme ça que l'on participait au renouvellement des visages en politique. »

Les députées de moins de 40 ans représentent à peine 5 % des rangs de l'Assemblée nationale. Du côté des maires, l'âge moyen est de 59 ans, et moins de 20 % des élus sont des femmes tous âges confondus, selon l'AMF. Les visages jeunes et féminins demeurent, encore aujourd'hui, rares en politique.

Heureusement, il y en a quelques-uns, malgré tout ! Dont celui d'Aïna Kuric, 34 ans. Cette jeune cheffe d'entreprise s'est engagée en 2016 après avoir rencontré l'équipe d'Emmanuel Macron, qui venait alors de quitter Bercy. Elle commence à aider, puis à travailler sur le volet économique du programme du futur candidat. Rapidement, elle devient référente du mouvement pour la Merne. En juin 2017, elle est élue députée.

« Il y avait beaucoup de femmes candidates lors de cette élection et aussi plus de jeunes candidats que d'habitude. Cette visibilité nouvelle a été un plus pour une jeune femme issue de la diversité et d'un milieu modeste comme moi. C'était sans doute plus facile en 2017 de marquer l'essai qu'en 2012 pour cette raison », analyse Aïna Kuric, avec le recul.

### L'étrange de la politique

De nouvelles batailles ont dû être menées une fois arrivée au Palais-Bourbon, auxquelles la jeune députée ne s'était pas préparée. « Le plus dur a été de devoir justifier ma légitimité en permanence, surtout au départ. Un homme d'un certain âge sera dès le premier jour "monsieur le député". De mon côté, j'étais la petite jeune, la petite nouvelle. Il m'a fallu faire mes preuves à travers mon travail, à la fois sur le terrain et à l'Assemblée, pour gagner le respect et l'estime de mes pairs », soupire-t-elle, ravie néanmoins de voir que dans son département, trois députés sur cinq sont des femmes.

Renouveler les visages en politique, oui, c'est important, mais ce n'est pas une fin en soi pour Laure Gisie, 27 ans. Cette candidate aux prochaines élections législatives dans le Haut-Rhin pour le Parti animaliste veut d'abord se servir de la politique pour porter sa cause. Cette doctorante en droit s'est déjà présentée à plusieurs élections depuis cinq ans : « Je garde toujours la même motivation, faire en sorte que la question animale soit un véritable sujet politique et rendre cette



Laure Gisie (à gauche) et Maïalen Mallet. DR



# Rencontre avec une nouvelle génération de femmes qui s'engagent en politique

**DÉCRYPTAGE** Adhérer à un parti, militer, voire se porter candidate, c'est le quotidien de ces femmes qui ont décidé de faire bouger les choses à leur échelle. Parfois, à l'aide de nouveaux programmes qui les accompagnent dans leur projet politique.

thématique visible, en montrant à travers mon électoralat que c'est une préoccupation importante pour les Français. » Laure est sans doute l'une des rares candidates à espérer que d'autres politiques copient son programme ! « Il est en ligne, nous serions ravis que les partis et candidats aillent y piocher des mesures... »

Entre la crainte de ne pas être légitime, la difficulté de se frayer un chemin dans un monde encore âgé et masculin, ou l'écueil de se faire porte-voix de causes qui nécessitent beaucoup d'énergie pour mobiliser, de nombreuses femmes engagées hésitent à deux fois avant de franchir le pas.

Les choses commencent néanmoins à changer, se réjouit Léa Chamboncel, fondatrice du podcast Popol et autrice du livre « Plus de femmes en politique ! » : « Depuis l'émergence du mouvement MeToo, on a beaucoup questionné la place de la femme, dans tous les domaines. Il y a une prise de conscience que les jeunes femmes ont bien intégré, notamment sur le fait de ne plus supporter le sexisme comme l'ont fait leurs aînées. Dans la nouvelle génération, je vois néanmoins beaucoup de jeunes qui arrivent à la politique à la suite d'un engagement militant, souvent féministe ou écologique. J'ai le sentiment que pour une partie de cette génération, la sphère institutionnelle n'est pas le seul lieu de lutte. »

Si les jeunes délaissent le vote (87 % des 18-24 ans n'ont pas voté lors des dernières élections départementales et régionales), ils ne sont pas pour autant absents sur le terrain de l'engagement. D'après le dernier rapport de l'Injep, publié en janvier, 48 % des 18-30 ans ont donné de leur temps à une association, un parti ou un syndicat en 2021, une proportion en hausse permanente depuis cinq ans. « L'environnement reste le domaine dont on a le plus envie aux jeunes de

s'engager ou de s'engager plus, 22 % de jeunes le citant. Deuxième domaine à même de susciter le bénévolat » devant le sport et désormais la lutte contre les discriminations (ex aequo à 19 %). Un sondage Ifop de 2020 indiquait par ailleurs que sept jeunes sur dix se déclaraient engagés à titre individuel ou collectif contre le changement climatique.

Alors, pourquoi la bascule vers l'engagement politique a-t-il du mal à se faire ? Maïalen Mallet, candidate dans la 13<sup>e</sup> circonscription de Paris, a une explication simple : « En tant que jeune, on nous dit d'attendre notre tour, qu'on manque d'expérience. Le pouvoir politique n'est pas facilement accessible. Alors que dans le milieu associatif, chacun peut s'exprimer et trouver sa place, avec ses compétences et ses qualités. »

### « Tout aussi légitimes et compétentes »

C'est pour cette raison que cette juriste diplômée depuis deux ans, qui a débuté son engagement dans le milieu associatif et humanitaire, se présente aux législatives sous l'étiquette Allons enfants, un parti né des élections municipales en 2014 et qui présente une petite dizaine de candidats aux législatives 2022. Leur objectif : « réconcilier les jeunes avec la politique » mais aussi « lutter contre l'autocensure des jeunes qui ne ressentent pas la légitimité de s'engager », précise leur page d'accueil. Maïalen Mallet a aussi bien sûr sa bataille personnelle : prouver que les jeunes femmes sont « tout aussi légitimes et compétentes pour arriver à des postes de pouvoir ».

Pour les y aider, de nouveaux programmes se sont lancés comme Tous élus, A voté, le Collège citoyen ou encore Investies, née au printemps 2020, sous l'impulsion d'une vingtaine de femmes engagées dans la société. Cette association a créé « un parcours d'entraînement à

la pratique politique » qui s'est déroulé sur neuf mois, d'octobre 2020 à juin 2021. Soixante femmes y ont participé et fourbi leurs armes pour s'engager dans la campagne législative. « Elles se sont entraînées, afin d'un jour investir des

responsabilités politiques. Un grand nombre de freins et d'obstacles demeurent, cela reste un parcours de combattante », souligne Quitterie de Villepin, elle aussi candidate aux législatives et intervenante dans ce programme. A l'issue de cette première promo, un livret d'apprentissage de près de 300 pages a été publié. Au menu des conseils très pratiques pour se lancer (écrire sa déclaration de candidature, monter son équipe, financer sa campagne...), des retours d'expérience de personnalités (ministre, députée...) et enfin les grands enjeux politiques à prendre en compte (climat, discriminations, santé, diplomatie...).

### Suivre une formation pour se lancer dans le grand bain

Même ambition pour la toute nouvelle Académie des futurs leaders, lancée en janvier par l'activiste et entrepreneuse sociale Alice Barbe (voir ci-contre). La première promotion réunit douze participants, dont la moitié sont des femmes. Tous sélectionnés pour leur engagement remarquable dans la société civile. Cette formation de six mois a pour objectif de faire ce marche-pied pour concrétiser leur projet politique, autour de valeurs progressistes, les muscler pour entrer dans l'arène politique.

Ces initiatives contribuent à pousser les partis à se renouveler. Les grands partis commencent à faire le pari de soutenir des candidatures différentes. Polina Baulès en est un bon exemple : cette étudiante à l'IGS-RH de 22 ans est candidate aux législatives pour Les Républicains en Haute-Garonne. Déjà en 2021, elle a participé aux départementales, en tant que suppléante. « J'ai vu à quel point j'aimais le terrain, créer de l'échange. Aujourd'hui, je vais à la rencontre de ma circonscription, j'essaie de me faire connaître et d'amener une vision renouvelée de la politique, de montrer que, quand on est jeune, on a aussi des idées et du recul. Et j'ai la chance d'être prise au sérieux. » Depuis 2017, les femmes représentent 39 % des rangs de l'Assemblée. Reste à voir si, en juin prochain, la nouvelle promotion de députés fera encore mieux. ■

## En chiffres

**38,7 %** de députées à l'Assemblée.

**31,6 %** de sénatrices.

**47,9 %** des conseils régionaux sont composés de femmes.

**46,6 %** des conseillères municipales dans les communes de plus de 1.000 habitants, grâce aux lois paritaires, **37,6 %** dans les petites communes, sans obligations paritaires.

**36 %** de femmes au Parlement européen.

**25 %** de parlementaires dans le monde sont des femmes.

(Sources : Haut conseil à l'égalité, 2015 ; Direction générale des collectivités locales, 2020 ; Fondation Robert Schuman, 2014 ; Union interparlementaire, 2020.)

# Les huit idées venues du futur pour réenchanter la démocratie

**FICTION** 6 mai 2027, vous vous réveillez à l'Élysée... Lors de la soirée Bright Mirror spéciale présidentielle, organisée avec Bluenove le 11 mars aux « Echos », plusieurs dizaines de personnes se sont projetées dans le futur de la démocratie. En 45 minutes chrono, ils ont écrit des micronouvelles positives dont nous avons extrait quelques concepts... à cogiter !

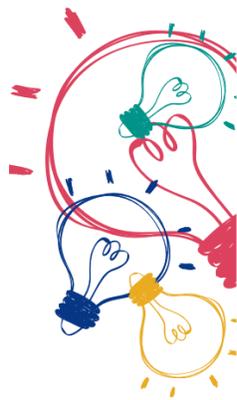
## 01 | EXIT LE PRÉSIDENT



Et si les élections nationales n'existaient plus ? Parmi les nombreuses hypothèses de réformes institutionnelles, il y a celle du transfert de responsabilités à un échelon européen. Un levier puissant pour dépasser les égoïsmes nationaux, favoriser la coopération entre États et ainsi relever les grands défis des prochaines décennies (paix, climat...).

« Le 6 mai 2027, je me réveille, je ne suis pas président de la République. Il n'y a pas eu d'élections. Pour une raison simple : depuis plusieurs années, la France est une des entités de Major Europa. C'est une confédération intégrée de ce qu'on appelait autrefois des États (voire des États-nations) sur le continent européen. »

## 02 | MESIDÉES.FR



Si les initiatives et idées citoyennes fleurissent chaque jour, l'enjeu est de les centraliser et de les faire connaître. Rien de tel qu'un dispositif gouvernemental dédié ! C'est tellement simple qu'on n'y avait même pas pensé. Reste après à arbitrer !

« Une boîte à idées nationale sera mise en place dès demain, en ligne via un site Internet [www.mesidees.fr](http://www.mesidees.fr), et chaque citoyen et citoyenne qui le souhaite pourra soumettre une idée chaque semaine. Vous connaissez les problèmes du pays, il est donc temps que vous choisissiez leurs solutions. »

## LE BILLET d'Antoine Brachet \*

### « J'ai vu un Odni ! »

Un vendredi 11 mars, à 18 h 30, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, quelques dizaines de citoyens se sont rassemblés aux « Echos » pour écrire leur vision, leurs histoires d'une vie démocratique revisitée, plus épanouie, susceptible d'enthousiasmer chacun. Quinze histoires ont été écrites à plusieurs mains, en s'attachant plus particulièrement à la question de l'incarnation du pouvoir. Il a été question d'un réseau des Potes (Pionniers ordinaires de la transition électorale), d'une VI<sup>e</sup> République née d'un apéro collectif et spontané place de la République à Paris ou encore de conférences de consensus thématiques qui remplaceront le président de la République. Bright Mirror, c'est la version modernisée d'« Alice au pays des merveilles » ! Concrètement ? Un atelier collectif, dans lequel chacun prend la plume pour prototyper avec d'autres citoyens un futur désirable, le temps d'une soirée. Bright Mirror, c'est déjà plus de 3.000 textes écrits sur le futur du travail, de l'éducation ou encore des médias. Alors pourquoi s'attaquer aujourd'hui à la démocratie ? Si on y réfléchit bien, la démocratie est une utopie : un régime politique qui considère que chaque citoyen est responsable et partie prenante d'un projet à construire ensemble. Un sujet Bright Mirror par excellence ! Et dans ses modalités opérationnelles, il y a encore tant à inventer. Les textes que nous avons collectés le 11 mars aux « Echos » en sont la preuve, en plus d'avoir produit une énergie et une envie démocratique qui semblent faire défaut dans cette campagne présidentielle. Ces micronouvelles, construites en groupe de trois ou quatre personnes en un temps record, sont des diamants bruts, issus de l'imagination de tous. Il existe ensuite mille moyens de les polir, de s'en emparer, et de les transformer sous une forme autre que littéraire. Avis aux experts, ingénieurs, politiques, candidats à la Présidence. Ces dernières années ont été marquées par une multiplicité d'expériences démocratiques et citoyennes fortes : le grand débat national, la Convention citoyenne sur le climat, les États généraux de la justice, mais aussi « L'Affaire du siècle », la primaire populaire et les budgets participatifs et assemblées citoyennes locales... Acteurs des innovations démocratiques, nous sommes nombreux à avoir éprouvé de nombreux formats et dispositifs. Il est temps de faire le point sur cinq ans d'expérimentation démocratique et d'en tirer collectivement les leçons car, oui, nous pensons qu'il est aujourd'hui possible d'améliorer la démocratie. Avant l'été, nous organiserons un événement festif autour de la démocratie. Son nom de code : « J'ai vu un Odni » (objet démocratique non identifié).

## 03 | LE VOTE LIQUIDE



Pourquoi ne pas expérimenter d'autres formes plus innovantes et variées de vote ? Parmi les potentialités, la démocratie liquide, testée dans certains pays nordiques pour susciter une véritable « démocratie de la compétence ». Explications.

« Nous avons instauré le vote liquide : les citoyens peuvent déléguer leur voix à un autre, qu'ils estiment plus légitime ou plus compétent qu'eux, et en qui ils ont confiance pour voter à un scrutin. »

## 04 | LOTERIE IS THE NEW VOTE



Le système représentatif n'est pas mort ! À condition que nous soyons représentés par... des inconnus, inexpérimentés, même pour la présidence de la République ? C'est le pari de cette loterie nationale : constituer un panel représentatif de la diversité de la population française.

« Je viens de recevoir le résultat de la loterie : nous sommes 6.783 présidents de la République tirés au sort de façon représentative de la sociologie de la France d'aujourd'hui ! Une proportion exacte de musulmans, de transgenres, de gros, de femmes, de moins de 25 ans, etc. Nous sommes désormais voués à prendre collectivement les décisions que les différents ministères nous soumettent, pendant un mois. »

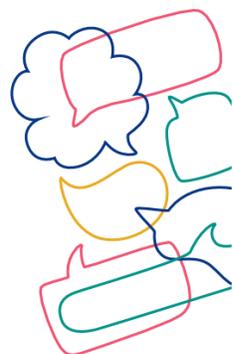
## 05 | LES 7-77



L'Assemblée pourrait être considérée comme plus représentative si les députés pouvaient consulter régulièrement l'ensemble des citoyens, y compris des enfants, pour alimenter leur réflexion et/ou arbitrer sur des sujets. Qui a dit que seul le président de la République avait le droit d'organiser des référendums ?

« L'Assemblée, qu'on nomme les 7-77, est une promesse de réunir toutes les générations [...]. Chaque mois, des thématiques de réflexion sont proposées aux citoyens qui peuvent, à l'occasion de grandes votations numériques, donner leur avis. »

## 06 | L'IMPORTANT, C'EST DE PARTICIPER



La liberté d'expression peut aussi passer par des opinions exprimées sous des formes inattendues et originales. L'intelligence artificielle et humaine peut ensuite être utilisée pour y déceler les messages clés et transformer ces avis en amendements et plans d'action.

« Chaque jour, vous pourrez vous exprimer de la façon que vous souhaitez : à travers un récit, de simples mots-clés ou émojis, via note vocale ou par couleurs... Charge à nous d'interpréter ces données pour, chaque soir, vous faire partager un vrai état de l'opinion sur un sujet. »

## 07 | LIBERTÉ, ÉGALITÉ, CONVIVALITÉ



Ah bon, la démocratie peut être joyeuse et festive ? Ça nous changerait des repas de famille houleux, et il paraît même que ça porte ses fruits, comme les diners-poulet à Marseille ! Mais au-delà de la gastronomie, l'idée est de retrouver du plaisir à débattre et à faire de la politique.

« À un moment, il a bien fallu prendre le micro et juste dire bienvenue à la VI<sup>e</sup> République, placée sous le signe du saucisson et de l'amitié. Quelqu'un dans le public a crié : « Il n'y a plus de morbier ! »

## 08 | LA DÉMOCRATIE EN MODE PROJET



Comment faire en sorte que les politiques respectent le programme pour lequel ils ont été élus ? Doit-on forcément désigner des représentants qui ont « carte blanche » sur tous les sujets ? Ici, le mandat donné à un député ou un sénateur, non professionnel, serait lié à un projet choisi par les citoyens...

« Un Parlement de 450 personnes désignées par projet, qui quittent leur mandat dès qu'ils ne sont plus en charge du projet. Ainsi, le mandat n'a ni durée minimale ni durée maximale. »



"ÊTRE PRÊTE À  
**MIEUX MANAGER**  
ET MIEUX DIRIGER"

Elodie  
Promotion 2019  
General Manager

© Drone Press/Executive Master

## EXECUTIVE MASTER

Technologie • Management • Innovation

### VOUS ÊTES CADRE DIRIGEANT ?

Rejoignez l'Executive Master de l'École polytechnique et vivez une expérience unique au cœur de l'innovation, tout en continuant d'occuper vos fonctions.

[polytechnique.edu/executive-master](https://polytechnique.edu/executive-master)



Découvrez le  
témoignage  
complet